11e année — N° 204 — 10 Août 1935 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Prélude à l'union sacrée :

Les militants des Jeunesses socialistes de la Seine sont exclus surtout parce qu'à l'inverse de Staline, ils ne « comprennent » ni « n'approuvent » les mesures de guerre du gouvernement Laval-Herriot-Frossard.

C'est le nouveau 1914 qui se prépare !

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X^e^)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

Téléph. : **BOTzaris 21-02**

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois.....	10 fr.
Six mois.....	20 »
Un an.....	40 »

EXTERIEUR

Trois mois.....	13 fr.
Six mois.....	26 »
Un an.....	50 »

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e^

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;*

2° *De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;*

3° *De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

5° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

SOMMAIRE

◇◆◇

CONTRE LA GUERRE ! CONTRE L'UNION SACRÉE !

La Conférence nationale de St-Denis (10 et 11 août)..... R. LOUZON
Nouvelles réponses : Jean GIONO. — Marcel MARTINET. — A. MOUGEOT. — F. GOUTTENOIRE DE TOURY. — Jean MATHÉ. — J. DESNOTS. — G. FERDRIÈRE.

LE SYNDICALISME EN DANGER.

Appel du « Noyau » de la « Révolution prolétarienne ».
Ce qu'en pensent les militants.
Le manifeste du Cartel confédéré des services publics.
Notre questionnaire.
Réponses de..... L. BERT, L. HÉRARD

Parmi nos lettres :

Le nouveau Zimmerwald. — Le « tournant » communiste. — Néo-chauvinisme. — Le prix du métro à Moscou.

La gauche révolutionnaire des Jeunesses socialistes est exclue au Congrès de Lille : A BAS LA SCISSION ! ..... Fred ZELLER

AU SYNDICAT LE POUVOIR

IV. — Une entreprise ouvrière peut-elle demeurer égalitaire lorsqu'elle devient une grande entreprise ?

Lettre de Tunisie :

La dictature Peyrouton..... E. H. BRAHIM

A travers les Livres :

Lefebvre des Noëttes : *la Révolution du gouvernail*..... R. L.

L'U.R.S.S. est-elle socialiste ?

Trois conférences d'Yvon aux Unions confédérées de Saint-Etienne ..... J. DUPERRAY

Faits et Documents :

Les réflexions de Sanglier sur le 14 juillet. — A propos de rassemblement. — « A contre-courant ». — La « Revue anarchiste » condamnée pour une définition.

Entre Nous.

CONTRE LA GUERRE ! CONTRE L'UNION SACRÉE !

La Conférence nationale de Saint-Denis

Lorsque ce numéro de la *R. P.* parviendra à nos abonnés, la Conférence Nationale des 10 et 11 août, prélude si possible d'un nouveau Zimmerwald — c'est-à-dire d'une Conférence Internationale — sera sur le point de s'ouvrir, si même elle n'est déjà ouverte.

Nous ne savons encore ce qu'elle donnera, mais ce que nous pouvons dire dès maintenant c'est que son annonce seule a suscité parmi les militants dignes de ce nom le plus vif intérêt. Bien que nos moyens de publicité aient été fort réduits, que nous ne disposions d'aucun quotidien, tout juste de quelques hebdomadaires ou organes à parution plus espacée encore, plus d'une trentaine d'organisations et plus de quinze cents militants ont envoyé leur adhésion à notre mouvement au moment où j'écris, et chaque jour apporte encore de nouvelles adhésions.

Plus de trente organisations, locales ou nationales ; des organisations politiques comme des sections entières du parti socialiste, trois Ententes départementales de jeunesses socialistes (Seine, Vendée et Rhône), le rayon communiste de Saint-Denis (majorité), — des organisations syndicales comme la Fédération unitaire de l'Enseignement, l'une des principales initiatrices de la Conférence, et l'Union locale confédérée d'Arles, — des organisations pacifistes en grand nombre, dont plusieurs de « jeunes » : Ligue internationale des anciens combattants, Patrie Humaine, Ligue scolaire pour la paix, Union des jeunes pacifistes, etc..., — enfin, le mouvement anarchiste presque au complet.

Les quinze cents adhérents individuels sont à l'image des organisations. Ce sont des militants qui se réclament les uns d'un parti politique, d'autres de leur syndicat, d'autres d'organisations pacifistes, d'autres de l'anarchisme.

Loin de nous déplaire, cette diversité nous enchante, car elle répond exactement à ce que nous cherchions à faire.

S'il s'agissait de fonder un quelconque nouveau parti, rassembler des gens d'opinions et de « philosophies » si diverses serait une absurdité. Mais il ne s'agit nullement de cela. Ce dont il s'agit, c'est de montrer que, même après le pacte franco-soviétique et la déclaration de Staline, l' « union sacrée », l'union pour la guerre entre la bourgeoisie et le prolétariat, reste et restera impossible à réaliser en France.

Si, par l'ampleur de notre démonstration et celle des développements qui en sortiront, nous parvenons à en fournir la preuve, nous rendrons, par cela même, la guerre impossible. Avec les guerres modernes, où le pays tout entier est amené à participer sous une forme ou sous une autre, l' « union sacrée », l'union de tous pour la guerre est en effet une condition *sine qua non* pour que la guerre soit possible. Aucune bourgeoisie ne se risquera à la guerre si elle ne croit pas pouvoir compter sur l'appui, dans la guerre, de son prolétariat. L' « unité nationale » est un encouragement à la guerre; la division nationale est le plus grand des facteurs de paix.

En rassurant le gouvernement français sur la possibilité de réaliser l' « union sacrée » pour la guerre contre l'Allemagne, sous les plis communs du drapeau tricolore et du drapeau rouge, l'alliance franco-soviétique a rendu la politique française plus agressive (la nouvelle politique du quai d'Orsay, la politique Barthou, a coïncidé avec les débuts de l'alliance) ; nous l'obligerons à être plus pacifique si nous parvenons à montrer que, malgré la trahison des pseudo-internationalistes, il reste dans ce pays suffisamment de forces réellement internationalistes ou pacifistes pour que l'union sacrée ne soit pas plus réalisable demain qu'elle ne l'était hier.

Bien faibles d'esprit serions-nous donc, les uns et les autres, si nous ne voyions dans cette conférence qu'une occasion de gagner à nos conceptions particulières ceux qui auraient des conceptions différentes ; les assistants seront tous des militants trop avertis pour ne pas avoir, depuis longtemps, leur siège fait.

Petitesse d'esprit qui deviendrait criminelle si nous cherchions en outre, les uns ou les autres, à faire condamner par une majorité plus ou moins importante de la Conférence les conceptions qui s'écartent des nôtres.

On nous rendra, je pense, cette justice qu'à la *Révolution Prolétarienne* nous ne pratiquons point l'éclectisme; nous avons une doctrine ferme et précise : le syndicalisme révolutionnaire, dont nous ne nous écartons point; on sait donc assez ce que nous pensons des partis politiques ou de ceux qui tendent à réduire toute l'action sociale à l'action pour la paix, mais nous serions des criminels et des saboteurs de la Conférence si nous cherchions à transformer celle-ci en une machine à condam-

ner ceux qui ne pensent pas comme nous sur ces points. Espérons qu'il en sera de même pour tous les délégués !

L'objectif de la Conférence sera atteint si celle-ci parvient à montrer que, quelles que soient leurs opinions par ailleurs, quel que soit le type d'organisation auquel ils appartiennent : partis, syndicats, ligues, quels que soient les motifs qui les fassent agir, depuis le simple motif sentimental jusqu'à la pure raison de classe, quelles que soient les armes qui leur paraissent les plus propres à lutter contre la guerre, depuis l'objection de conscience jusqu'à la fondation d'un nouveau parti politique international, tous les participants à la Conférence sont résolus à ne pas marcher dans l'union sacrée, à ne pas réaliser l'union nationale, et à, ainsi, empêcher la guerre d'être.

Quinze cents personnes, ce n'est rien ; quinze cents *militants*, c'est-à-dire quinze cents dont chacun est un agent actif de propagande et d'action dans son milieu, c'est beaucoup.

Non, messieurs Staline et Blum, vous avez beau déjà envoyer à la caponnière morale, en attendant celle de Vincennes, ceux qui ont pris position contre l'union sacrée, ainsi que vous venez de le faire en faisant exclure, sous le prétexte *faux* de trotskysme, les secrétaires de l'Entente des jeunesses socialistes de la Seine, Fred Zeller et Lissansky, coupables d'avoir adhéré à notre mouvement, l'union sacrée n'est pas faite, — et ne se fera pas.

R. LOUZON.

NOUVELLES RÉPONSES...

La place nous est si mesurée que nous n'avons pu publier qu'une petite partie des adhésions au mouvement contre la guerre et l'union sacrée.

Nous avons reproduit les réponses de : Deveaux; Marceau Pivert; Gustave Rodrigues; Magdeleine et Maurice Paz; L. Emery; Ploncard, Lucie Colliard; Henry Poulaille; Marthe Pichorel; groupe de « La Vérité »; Félicien Challaye; G. et L. Bouet; J. Itard; P. Ganivet; G. Valois; Maurice Wullens; G. Serret (n° du 10-6-35) — G. Dumoulin; C. Revenut; Marcel Hasfeld; Maurice Juncker; Jean Aulas; J. Leunois; J. Duperray; Marcel Coudrin; J. Ribeyron; Josette et Jean Cornec; Paul Delesalle; J. Rollo (n° du 25-6-35) — Jeunesses socialistes de la Seine; Jeunesses socialistes de Vendée; Henri Guilbeaux ; Albert Lemire ; Charles Joly ; Louis Bert; Ida Mett et N. Lazarevitch; Edouard Berth; les socialistes du XVI°; la section socialiste des Lilas; la section socialiste de Deuil; « Terre Libre »; Ernestan; Henensal; Marcel Martin; R. Vauthier (n° du 10-7-35).

On trouvera ci-dessous, choisies parmi les dernières lettres, encore quelques adhésions significatives. Au surplus, nous sommes particulièrement heureux d'informer nos lecteurs de l'adhésion du camarade Alfred Rosmer.

Jean GIONO

Cher Poulaille,

J'adhère totalement à la déclaration contre *les* guerres que tu as eu la gentillesse de m'envoyer. Moi aussi la déclaration de Staline m'inquiète et me bouleverse. Nous irons au delà du communisme, s'il faut. Fais-moi l'honneur de me marquer à côté de vous.

Marcel MARTINET

J'ai confiance que, malgré la confusion des débuts, malgré les politiciens de cuisine diverse, on va obtenir un solide rassemblement qui servira, et même beaucoup plus peut-être que nous ne pouvons l'espérer.

F. GOUTTENOIRE DE TOURY

Je suis de ces pacifistes qui, dans le désarroi de l'après-guerre, tournaient leur espoir vers l'Internationale communiste au pouvoir en Russie et qui ont été scandalisés de voir les dirigeants de l'U. R. S. S. renier leurs principes élémentaires pour faire confiance au militarisme de certains Etats capitalistes.

Espérons que cette volte-face ne finira pas, tout en préparant la guerre, par nuire à la Révolution russe elle-même.

En tout cas, tout mouvement de « redressement » comme celui que vous envisagez doit être suivi d'enthousiasme par tous les pacifistes dignes de ce nom.

A. MOUGEOT

Quoique en retard, je viens vous donner mon adhésion pour la lutte contre la guerre qui vient, car si en 1914 je n'ai pas cru en Poincaré, à présent je ne crois pas davantage en Staline.

Jean MATHÉ

J'approuve pleinement l'attitude de la *Révolution Prolétarienne* au regard du communiqué Staline-Laval et je vous apporte mon adhésion *personnelle* à la déclaration du Comité d'organisation de la conférence que vous avez prévue.

Je m'excuse d'ailleurs du retard apporté à cette communication. Dès le premier jour, j'ai été en parfaite communion de pensée avec vous.

J. DESNOTS

Par l'entremise de notre camarade Bernier, j'ai eu connaissance de votre manifeste et de l'action entreprise par vous contre la guerre et l'union sacrée, pour la Révolution.

En accord avec le contenu du manifeste précité, je vous adresse donc mon adhésion et serai heureux de participer dans la mesure de mes possibilités à la réussite de ce mouvement parmi les paysans de ce pays.

G. FERDRIERE (de l'A. E. A. R.)

Je vous prie de trouver ci-joint mon *bulletin d'adhésion* à la conférence prochaine.

Enfin, *j'ai l'honneur de vous demander l'autorisation d'intervenir au cours de la Conférence* au nom d'un certain nombre d'écrivains et d'intellectuels qu'a récemment écœurés le Congrès des écrivains pour la défense de la culture (qu'ils disent!). A celui-ci, tout était préparé d'avance et truqué : seuls ont pu s'exprimer librement les conformistes, je veux dire les staliniens et les quelques écrivains bourgeois qu'ils avaient enrôlés pour la parade... Voilà ce que je veux dire et je pense justement intituler mon rapport : « Les écrivains récemment réunis au Congrès pour la défense de la culture *ont préparé l'Union sacrée* »... ou à peu près.

LE SYNDICALISME EN DANGER !

Les travailleurs des Services Publics viennent d'être victimes d'une attaque sans précédent. Aucun gouvernement, aucun parti politique de droite, aucune organisation capitaliste n'avaient osé proposer publiquement des mesures aussi iniques, aussi inhumaines, aussi brutales que celles décidées par le ministère Laval-Herriot-Lafont-Frossard.

En quelques heures un effort syndical mené depuis de longues années est complètement anéanti : les thèses syndicales les plus âprement soutenues sont méprisées : le minimum vital n'est pas respecté; l'égalité de salaires entre hommes et femmes est détruite; le droit au travail de la femme mariée est directement menacé.

La *Révolution Prolétarienne* a participé, dans la mesure de ses forces, à la lutte opiniâtre et tenace menée par le Cartel confédéré des Services Publics contre la diminution des traitements. Celui-ci, pendant trois ans, a pu éviter aux fonctionnaires français, le sort de leurs camarades étrangers; il a su élever un barrage solide devant la volonté patronale de baisse de tous les salaires.

La *Révolution Prolétarienne,* rédigée et dirigée par des militants syndicalistes de toujours, a le droit de s'étonner aujourd'hui de l'insuffisance de la réaction du Cartel confédéré — avant et après la publication des décrets-lois.

Elle a le droit de déplorer que la C.G.T. n'ait pas pris la direction de la lutte contre la déflation, sous le mot d'ordre unique :

Pas de diminution des traitements publics ! Augmentation des salaires privés

qui aurait permis le rassemblement ouvrier dans son sein.

Elle a le devoir de dénoncer à tous les syndicalistes, à quelque tendance qu'ils appartiennent, le péril que le dernier manifeste du Cartel confédéré — *approuvé par le Bureau de la C.G.T.* — fait courir au syndicalisme. PÉRIL PLUS GRAVE QUE CEUX QUE LUI ONT FAIT COURIR, AU COURS DE TRENTE ANNÉES D'UNE ÉVOLUTION DIFFICILE, LE MILLERANDISME, LE GUESDISME, LA BOLCHÉVISATION, LA POLITIQUE D'UNION SACRÉE ET DE COLLABORATION DES CLASSES.

Sans aucune consultation des syndicats, la Commission exécutive du Cartel affirme : « *l'insuffisance d'une opposition même forcenée à la politique de déflation* », — que le seul moyen d'abattre les décrets-lois, « *c'est de substituer à une politique de régression économique et sociale, une politique de rénovation économique et de progrès social* », — que la seule action efficace contre les décrets-lois c'est « *de provoquer en accord avec la C.G.T., un vaste rassemblement des forces populaires, portant au pouvoir un gouvernement chargé d'appliquer la nouvelle politique réclamée par l'ensemble du monde du travail* ».

Il manque un paragraphe à ce manifeste : c'est la dissolution des syndicats, leur remplacement par des comités électoraux chargés de préparer l'occupation du Pouvoir par une nouvelle équipe gouvernementale.

Qu'on ne nous accuse pas de surenchère démagogique! Nous ne sommes animés que par deux préoccupations essentielles : la défense de l'organisation syndicale, la nécessité de l'action syndicale.

Quelle que soit l'évolution de la situation, quelles que soient même les opinions divergentes que les syndiqués peuvent professer sur les possibilités du Front Populaire; *la sauvegarde de l'indépendance absolue du syndicalisme doit apparaître à tous comme primordiale et fondamentale.*

Indépendance de l'organisation syndicale, qui ne peut s'intégrer dans une formation politique à ambitions gouvernementales, qui doit mettre à profit le « choc psychologique » provoqué par la réalisation de l'Unité, pour se développer et se renforcer.

Indépendance de l'action syndicale, qui est essentiellement L'ACTION DIRECTE SOUS SES MULTIPLES FORMES, SUR LE LIEU DE TRAVAIL, *qui doit tendre constamment* — quel que soit le gouvernement au pouvoir — à opposer à la grande pénitence voulue par la bourgeoisie, le droit du prolétariat à toujours plus de bien-être et plus de liberté.

Indépendance des militants syndicalistes, qui doivent être exclusivement des militants syndicalistes, capables sans doute de prendre des responsabilités périlleuses, mais capables surtout de se consacrer quotidiennement à ce que Pelloutier appelait « la besogne humble et féconde ».

Les militants de la *Révolution Prolétarienne* ont trop souffert dans le passé des luttes de tendances, pour songer à les faire revivre. Mais ils considèrent, devant les périls courus par l'organisation syndicale tout entière, qu'il est de leur devoir d'inviter tous les militants syndicalistes à se grouper dans

LA LIGUE SYNDICALISTE,
organisme de propagande.

Fondée il y a dix ans, celle-ci ne s'est jamais proposé de conquérir des majorités ou

des places dans les syndicats, mais simplement de travailler à l'éducation des militants syndicalistes, à la formation de militants syndicalistes.

Nous rappelons ici les idées principales qui ont provoqué sa constitution :

1° *Faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;*

2° *Participer à l'œuvre d'éducation syndicale, en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de cercles d'études syndicales;*

3° *Maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

LE SYNDICALISME EST EN DANGER !

Militants des Services Publics et de l'industrie privée, debout pour le sauver !

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.

Ce qu'en pensent les militants

Nous venons de reproduire le manifeste que le « noyau » a décidé de lancer et qui a fait l'objet de notre numéro spécial portant la date du 1er août.

Voici maintenant le manifeste du Cartel confédéré des Services publics auquel nous avons voulu répondre :

Manifeste du Cartel confédéré des Services publics

Les travailleurs des administrations et des services publics condamnent formellement les mesures de rétrécissement général de la vie économique que comportent les décrets-lois.

Convaincus, par la raison et l'expérience, que la politique de déflation est inopérante pour rétablir l'ordre dans les finances et l'économie françaises, ils dénoncent un ensemble de mesures qui, en augmentant le déséquilibre économique, ne peut que maintenir le déséquilibre budgétaire.

Ils observent que le nouvel effort de déflation a un tel caractère que les moyens ordinaires de résistance sont nettement dépassés. Conscients des intérêts de la collectivité et des leurs propres qui, loin d'être antagonistes, se confondent, ils déclarent catégoriquement qu'ils ne s'abandonneront à aucune provocation et refuseront de faire courir à leurs organisations et à la légitime espérance des masses populaires les risques d'une aventure recherchée par leurs adversaires et par le gouvernement lui-même.

Les travailleurs des administrations et des services publics combattront farouchement les décrets-lois. Par un triple effort de démonstration, de cohésion et d'opiniâtre volonté, ils sont certains de détruire les effets de mesures qu'ils considèrent comme iniques.

Trois années de lutte ont appris aux fonctionnaires et agents des services publics l'insuffisance d'une opposition même forcenée à la politique déflationniste. Forts de leur conviction et intransigeants dans leur décision mûrement réfléchie, ils proclament qu'il n'est qu'un moyen d'abattre les décrets-lois : *C'est de substituer à une politique de régression économique et sociale une politique de rénovation économique et de progrès social.*

En conséquence, les travailleurs des administrations et services publics, décidés à conduire la seule action efficace contre les décrets-lois, se donnent comme tâche essentielle et immédiate de provoquer, en accord avec la C.G.T., un vaste rassemblement des forces populaires portant au pouvoir un gouvernement chargé d'appliquer la nouvelle politique réclamée par l'ensemble du monde du travail.

Ils appellent à participer à leur effort toutes les catégories sociales du pays dont l'intérêt vital s'inscrit dans le développement harmonieux des forces réelles du travail, créatrices de richesse et de prospérité, et pour lesquelles la politique de restriction comporte seulement des perspectives de misère, de ruine et de régression.

Notre questionnaire

En même temps que nous lancions le manifeste « Le Syndicalisme en danger », nous adressions à une centaine de militants des services publics et de l'industrie privée le questionnaire suivant :

Cher camarade,

En février 1933, nous avions organisé une enquête sur la résistance des fonctionnaires aux diminutions de traitements (mouvement du 20 février).

Après les décrets-lois Laval-Herriot-Frossard, il nous semble à nouveau nécessaire de demander aux camarades qualifiés leur avis sur les points suivants :

1° Que pensez-vous de la riposte des organisations syndicales aux décrets-lois? Vous paraît-elle suffisante? Ou la jugez-vous au-dessous de l'importance de l'attaque? A-t-on fait tout ce qu'on pouvait ou pouvait-on faire mieux?

2° Le Cartel confédéré des Services Publics a publié un manifeste qui préconise, à l'inverse de la tactique jusqu'ici adoptée par les syndicats de fonctionnaires, l'action politique pour pousser au pouvoir une équipe gouvernementale. Que pensez-vous de cette orientation nouvelle fixée sans aucune consultation des assemblées et congrès réguliers? Ne croyez-vous pas que l'action syndicale des fonctionnaires devrait rester directe, quel que soit le gouvernement au pouvoir?

Il faut à notre sens faire toute la clarté sur ces points, car, du fait de quelques personnalités, le syndicalisme des fonctionnaires se trouve appelé à choisir entre deux voies : rester lui-même ou s'engager dans les aventures politiciennes.

Nous serons heureux de publier votre opinion à ce sujet, exprimée bien entendu à titre personnel, et nous vous prions de croire à nos meilleurs sentiments syndicalistes.

Voici les deux premières réponses qui nous sont parvenues. Nous publierons la suite de cette consultation dans notre prochain numéro.

◇◆◇

L. Bert (*Communaux*) Je reçois votre questionnaire relatif à l'attitude des organisations syndicales en face des décrets-lois Herriot-Frossard-Laval.

Vous semblez étonnés de la « nouvelle » tactique — nouvelle? pas tant que ça! — des syndicats de fonctionnaires.

Moi, pas.

Elle correspond, hélas! à la mentalité moyenne de leurs adhérents qui préfèrent adopter la solution paresseuse de s'en remettre à des « idoles » de la

politique pour leur défense, au lieu de se défendre eux-mêmes.

C'est plus facile évidemment d'écouter et de croire les boniments et les mensonges des politiciens de toutes nuances que de lutter directement contre l'iniquité sociale qui nous submerge, en recevant des coups.

Ah! le Front populaire, la Nation avec un grand N, le drapeau tricolore, la *Marseillaise,* Staline, Cachin, Daladier, Bonnevay... comme c'est magnifique!

Mais revenons à nos... moutons, c'est le cas de le dire!

Ils valent pourtant mieux que ça, les éternels tondus, et la riposte des organisations syndicales aurait pu être plus vigoureuse, plus sérieuse si les « chefs » avaient voulu.

Je suis journellement en relations avec de nombreux cheminots, T. C. R. P., employés municipaux, etc. On aurait pu leur demander autre chose que des ordres du jour platoniques et... l'espérance d'un changement d'équipe gouvernementale.

La tactique de la Fédération des Fonctionnaires doit être combattue au nom des principes mêmes du Syndicalisme et au nom de l'intérêt de tous les salariés sans distinction.

Il faut détruire chez les individus l'illusion de la politique il faut leur rafraîchir la mémoire et leur apprendre l'histoire du mouvement ouvrier depuis sa fondation il faut leur rappeler qu'ils servent de cobayes aux expériences continuelles de politiciens commençant d'abord à se servir avant de penser à faire le bonheur des autres.

Ni dieu, ni César, ni tribun

dit l'hymne de Potier.

Le Syndicalisme, pour être à la hauteur des événements, doit reconstituer rapidement son *unité* et démasquer impitoyablement les Césars et les tribuns du Front populaire qui mène tout droit... aux élections législatives de 1936!

◇◆◇

L. Hérard (*Professeur d'E. P. S.*)

Les organisations syndicales ont sauvé la face. Un point, c'est tout. Le reste n'est que discours, c'est-à-dire mots, c'est-à-dire vent.

Naturellement, la riposte est insuffisante et son inefficacité ne fait que mieux ressortir la vanité des grands rassemblements comme ceux du 14 juillet: Laval nous prend notre argent, mais nous lui avons repris la *Marseillaise!* (Quand je dis « nous »...) Bluff.

Pouvait-on faire mieux? *Non.* Cette faillite est l'aboutissant logique de la politique suivie par les organisations syndicales et particulièrement par la Fédération des Fonctionnaires : s'en remettre aux dirigeants pour arranger les choses (oubli de cette vérité d'évidence qu'un syndicat vaut par la combativité de ses membres, non par l'habileté manœuvrière de ses chefs).

Grève générale de durée indéterminée jusqu'à l'abrogation des décrets-lois ? Regardez-moi sans rire.

Grève générale de vingt-quatre heures ? La croyez-vous efficace? La croyez-vous possible? Moi pas. Les travailleurs de l'industrie privée ont trop la hantise du chômage et pas assez le sens de leur solidarité avec les travailleurs des services publics. (Je pense, d'ailleurs, qu'on réussirait mieux une grève générale à caractère politique contre le fascisme qu'une grève à caractère revendicatif.)

Grève générale de vingt-quatre heures pour les seuls fonctionnaires et agents des services publics? Comptez sur vos doigts — une main suffira! — les organisations qui marcheraient. N'oubliez pas que les cheminots vivent sous la menace de 50.000 licenciements, et que pour l'enseignement le moment est on ne peut plus inopportun.

Grève illimitée de quelques corporations bien placées et soutenues matériellement à bloc par les autres? J'en vois un certain nombre, mais pour toutes m'apparaissent aussitôt d'énormes difficultés (P. T. T.: Mandel; Douanes: trop localisé et, de plus, discipline militaire; Contributions: hélas!; Gaz, Electricité, T. C. R. P. : trop local et mauvais moment). J'ai l'air d'envoyer les autres se faire tuer; pourtant, je crois que c'est cette sorte de grève qu'il faudrait envisager.

Mais cela est fonction, évidemment, de la *santé générale* du mouvement syndical : un bon médecin prescrirait des fortifiants et de l'exercice; oui, certes, de l'exercice!

C'est dire que je n'ai aucune confiance en la médication électorale qui est proposée.

Je reconnais cependant qu'elle est dictée par la logique même : on a rendu les organisations syndicales incapables d'*agir directement;* si on ne veut pas qu'elles perdent leur raison d'être, force est bien de les appeler à *agir indirectement,* c'est-à-dire par la voie *parlementaire,* donc, si l'on veut être franc, *électorale.* (Car enfin, si on mise sur telle formation gouvernementale, si tout dépend de son succès, il est normal de préparer son accession au pouvoir.)

Tactique nouvelle? Simplement quant à l'aveu qui en est fait (rappelez-vous 1924 !) et que la faveur dont jouit le Front populaire rend plus facile.

Bien que les fonctionnaires dépendent du Parlement plus directement que les autres travailleurs, et par conséquent ne puissent se désintéresser absolument de sa composition, j'estime que leur action syndicale devrait être *surtout* directe, quel que soit le gouvernement au pouvoir. L'action parlementaire nécessaire ne peut être qu'un aspect *secondaire* d'une lutte infiniment plus vaste.

J'ajouterai que l'expérience du Cartel 1924 et le caractère hétéroclite du Cartel 1935 dit Front populaire ne font que me fortifier dans cette position de principe.

Les 10 et 11 Août à St-Denis

La Conférence nationale des adversaires de la guerre et de l'union sacrée a lieu, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, à l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, le samedi 10 août (après-midi) et le dimanche 11 août toute la journée.

Un règlement intérieur a été adopté par le Comité d'organisation : il sera communiqué à la Conférence. Les conditions d'admission et de vote y sont clairement définies.

Moyens de transport : Autobus 53, Place de la République-Mairie de Saint-Denis. (On peut prendre cet autobus devant la gare de l'Est; au coin de la rue du Faubourg-Saint-Denis et de la rue Lafayette, c'est-à-dire à proximité de la gare du Nord, ainsi qu'au métro Porte-de-la-Chapelle.)

Les camarades de province arrivant à Paris le samedi matin trouveront, 54, rue du Château-d'Eau, une permanence du Comité d'organisation.

⁂

Dans son numéro du 25 août, la Révolution Prolétarienne *publiera un compte rendu complet des travaux de la Conférence de St-Denis. Nous avons l'intention de faire un tirage supplémentaire de ce numéro, mais seulement dans la mesure où nos amis nous auront auparavant passé leurs commandes. Exceptionnellement, ce numéro sera vendu 1 franc à partir de 10 exemplaires.*

PARMI NOS LETTRES

Le nouveau Zimmerwald De notre ami J. Péra :

Excellente idée cette conférence. Je lui prédis le succès. Un instituteur très sympathisant communiste m'a dit que la phrase de Staline avait beaucoup bouleversé les jeunesses socialistes d'ici (qui étaient des communisants passionnés) et même les communisants inorganisés.

...Curieux qu'il ait fallu attendre pour ouvrir les yeux que l'arbre du faux communisme ait porté un fruit aussi logique !

Cependant tout laisse supposer que ces ouvriers de la onzième heure sont très nombreux. La conférence leur donnera confiance et ouvrira les yeux de plus tardifs encore. Elle aura une tout autre figure et autrement d'utilité pratique que les meetings d'Amsterdam il y a quelques années. A Amsterdam on remettait à un état-major la mission de décider de l'attitude des prolétaires. Au nouveau Zimmerwald, des hommes prendront l'engagement de juger par eux-mêmes, individuellement, en cas de circonstance grave.

Etant donné qu'une des plus grandes horreurs de la guerre est l'abêtissement qu'elle implique et provoque (on en a eu une belle répétition lors de la campagne pour les deux ans) c'est une garantie très précieuse... Et il n'y a pas de crainte à avoir : alors qu'on doit tout redouter d'un état-major, on sait bien comment des hommes jugeant par eux-mêmes, et à l'échelle humaine, se comportent devant la plus inhumaine des stupidités, quand elle les menace directement.

...Car quand elle ne les menace pas, ils s'en fichent un peu! Au temps lointain où les communistes parlaient de guerre imminente, je m'amusais à répondre : « Mais non! Guerre permanente! *» Il se trouvait en effet que depuis* 1913 *la guerre n'avait pas cessé. Ça n'a guère changé depuis.*

En effet :

1919-20-21, *guerres en Russie, Syrie, Cilicie.*

1921-22, *guerre gréco-turque.*

1923, *bombardement de Corfou par les Italiens — et Ruhr qui fut bien une demi-guerre.*

1924-25-26, *Nord du Maroc et Djebel-Druze, bombardement et incendie de Damas.*

1926-27, *Indes Néerlandaises.*

1929, *guerre de l'Est chinois (Armée rouge contre Chinois).*

1930-31, *l'immonde « campagne » contre les paysans annamites par la Légion Etrangère, les bombes aériennes, etc.*

1932-33-34, *guerre sino-japonaise, Tafilalet, conquête du Sud marocain.*

1935, *Abyssinie.*

Sans parler des guerres civiles, ou dites civiles, en Chine, en Irlande, en Allemagne, en Italie.

Le « tournant » communiste A ceux que la nature a gratifiés d'un peu de mémoire, il est facile de mesurer l'ampleur du « tournant » accompli par les dirigeants du parti communiste français. Quelle volte-face ! A ce sujet, épinglons ces réflexions d'un camarade:

Je suis de ceux qui se félicitent de la nouvelle attitude des communistes. Pas seulement pour le coup dur que l'union fiche à notre hitlérisme, mais parce que ça libère la classe ouvrière d'une terrible emprise. Le parti communiste avait voulu être la classe ouvrière : la pensée et le bras de la classe ouvrière. Devant une telle prétention, la classe ouvrière pouvait soit se soumettre (elle ne l'a pas fait), soit envoyer ouvertement coucher le dompteur (elle ne l'a pas fait), soit se replier sur elle-même, rentrer dans l'ombre: c'est ce qu'elle a fait... Solution qui ne fut pas malheureuse pour le seul dompteur.

...Aujourd'hui, devant les ruines qu'il a créées ou pour des raisons plus obscures le parti *communiste renonce à sa prétention d'être le « dirigeant » du mouvement ouvrier et retourne à son rôle logique de* parti *de gauche : le bloc des gauches, le barrage devant la réaction. Ne raillons pas. C'est un rôle non seulement logique, mais bienfaisant. Bienfaisant en soi et en ce que ça laisse la voie libre au syndicalisme. Absorbé par sa besogne politique le parti n'aura plus le loisir de prétendre s'occuper des intérêts matériels de la classe ouvrière... Qui donc s'occupera de ces intérêts proprement ouvriers ? Cette question ! La classe ouvrière elle-même, parbleu... Pour peu que les fonctionnaires du mouvement syndical sachent être modestes et ne prétendent pas, eux aussi, sentir et penser pour la classe ouvrière, la voie est libre pour le syndicalisme.*

Néo-chauvinisme Un « vieux de la vieille », qui fut naguère quelque chose à la C.G.T., celle d'avant-guerre, a déniché un document assez piquant. En nous l'envoyant, il nous écrit :

Le chauvinisme de MM. les dirigeants soviétiques commence à devenir dangereux et aussi quelque peu ridicule.

En voici un exemple emprunté à l'officiel Journal de Moscou :

« La division spéciale de cavalerie *Staline* célèbre son quinzième anniversaire. »

Télégramme de félicitations de *J. Staline :*

« Salut fraternel à la division spéciale de cavalerie *Staline*, titulaire de l'ordre du Drapeau Rouge, en ce jour de son quinzième anniversaire.

» Je lui souhaite des succès et des distinctions dans son œuvre de préparation à la défense de notre pays.

» Je ne doute pas que les guerriers, les commandants et les cadres politiques de la division n'accomplissent leur devoir avec honneur quand l'exigera la cause de la défense de NOTRE MÈRE PATRIE contre l'agression des ennemis.

» J. STALINE. »

Cette « division de cavalerie Staline » cela dépasse l'entendement. Ni Mussolini ni Hitler n'ont été jusqu'à imposer leur nom à une troupe armée; si c'est là du socialisme, il faut avouer qu'il est d'une espèce bien spéciale.

Le prix du métro à Moscou Une manchette de l'*Humanité* du 31 juillet concernant la diminution du ticket de métro à Moscou a amené notre ami Yvon à nous adresser ce billet :

Rappelons que la plus grande partie des ouvriers et des petits employés de Moscou gagnent de trois *à* huit *roubles par jour ouvrable et sont évidemment dans l'impossibilité de débourser journellement* un *rouble pour leur transport à l'usine dans un « métro de marbre ». Il n'y a pas d'autres raisons à l'abaissement du prix du ticket que l'absence de voyageurs, mais y en aura-t-il beaucoup plus maintenant que la dépense journalière est ramenée à* 0,80 *rouble (ou même* 0,70*) ? Chaque Parisien qui aura comparé avec le prix du métro et les salaires à Paris sera édifié et comprendra qu'il est indécent de glorifier la diminution de prix du billet d'un métro que les travailleurs moscovites ne peuvent pas utiliser.*

Quand les gouvernants font des folies, c'est le peuple qui les paie, là-bas comme ici, voilà la simple vérité. Étayons-la encore (voir la R. P. *n°* 202, *du* 10-7-1935) *d'une citation du journal soviétique* Za Indoustrializatsiou (8-4-1934) : *« Pendant les* 75 *derniers jours* cinq cent mille *travailleurs, en dehors des équipes habituelles, ont apporté leur concours « bénévole » et sans rémunération pour rattraper le retard dans les travaux du métro. »*

Ne vaudrait-il pas mieux mettre en manchette ce demi-million *de journées d'un dur travail que l'Etat « socialiste » a volé en* 75 *jours aux travailleurs ?*

La gauche révolutionnaire des Jeunesses Socialistes exclue au Congrès de Lille

A bas la scission !

Au dernier Congrès national des Jeunesses socialistes (1), après des séances terribles, la majorité réformiste, appuyée à fond par la bureaucratie du parti, a exclu les représentants de la Fédération de la Seine des Jeunesses socialistes.

Cette scandaleuse et odieuse sanction aura de grandes répercussions sur le mouvement ouvrier français et international.

C'est en effet la première fois depuis l'unité de 1905 que la S.F.I.O. liquide son aile gauche et cela peut avoir une importance capitale dans les jours et les semaines qui viennent.

On nous exclut, nous qui depuis des années avons tout sacrifié pour le parti, qui était à la fois notre espérance, notre raison de vivre et de lutter, alors qu'on n'a jamais osé flanquer à la porte des hommes comme Marquet, Fiancette et Levillain, etc., qu'on conserve des hommes comme Sellier et qu'on réintègre un Compère-Morel !

C'est infâme et indigne du grand Parti socialiste. La colère est à son comble et les militants ne pardonnent pas et ne pardonneront jamais à nos « leaders » d'avoir laissé accomplir une telle monstruosité.

◇◆◇

Quelles sont les raisons profondes et quel est le sens de cette exclusion de 12 membres de la commission exécutive des Jeunesses socialistes de la Seine ?

Il y a un an se tenait, à la salle des fêtes du Pré-Saint-Gervais, le congrès national extraordinaire de la jeunesse socialiste française. Un courant profond s'était fait jour et avait forcé l'attention des dirigeants. Une minorité révolutionnaire avait voulu secouer le mouvement de sa torpeur, désirait une transformation importante des statuts, qui nous empêchaient de discuter et d'étudier les grands problèmes politiques actuels et les tâches du socialisme international. Nous voulions, quant à nous, tracer la ligne politique propre à nos Jeunesses, nous voulions une plus grande liberté d'action pour nous permettre de partir à la conquête de la jeunesse ouvrière française, qu'il s'agit de gagner d'urgence à nos solutions révolutionnaires.

La bureaucratie du parti fut effrayée au plus haut point et les hommes, qui durant les événements de février 1934 étaient aplatis comme des carpettes, surent retrouver tout leur courage pour engager la lutte contre nous !

Ils sentaient leurs positions chanceler, ils voyaient l'ardeur et le courage que nous mettions à défendre nos mots d'ordre et discernaient bien, en vieux finauds qu'ils sont, que nous ne tarderions pas à balayer tout, sur le plan des jeunesses! Ils eurent peur et, sournoisement, mais consciencieusement dans l'ombre, ils préparèrent l'opération. Il fallait d'abord, comme premier travail, isoler la Fédération de la Seine de la province. C'est alors que l'appareil bureaucratique du parti fonctionna à plein. Les secrétaires fédéraux adultes et jeunes nous firent passer pour des fous, des exaltés, des lâches qui, à Paris, fuyaient devant la police, et puis aussi on alla jusqu'à dire que la Fédération de la Seine recevait des subsides de la Préfecture et que nous étions en train de préparer la scission du mouvement ! Enfin, on employa tous les arguments de second ordre pour tenter de nous isoler, pour la raison majeure que les dirigeants du Comité National mixte n'ont pas de politique générale et sont débordés par les événements. Enfin, tranquillement, on prépara le congrès national de Lille où devait avoir lieu l'opération chirurgicale. Ce congrès devait se tenir primitivement à Pâques; comme on n'était pas encore tout à fait au point, on le recula aux 28 et 29 juillet.

◇◆◇

Les séances du Congrès de Lille devaient être présidées par des hommes sachant à l'avance quel était le travail qu'on attendait d'eux. Ils accomplirent, soyons justes, ce travail au mieux des intérêts des réformistes. On nous accordait royalement la parole dix à quinze minutes pendant qu'on laissait les autres une heure ou une heure et demie s'il le fallait à la tribune! On nous provoquait à tout bout de champ, on nous insultait en attendant nos réactions bien explicables, ce qui donnait un prétexte au service d'ordre lillois, en tenue et en plein congrès, pour nous frapper à tour de bras et à plusieurs reprises.

C'est la première fois que, dans un congrès national des Jeunesses socialistes, nous avons délibéré sous la menace de véritables nervis.

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, je le dis, je le dirai partout, IL FAUT QUE TOUT LE MONDE SACHE CE QUI S'EST PASSÉ A LILLE. Il faut que tout le monde sache dans quel guet-apens nous sommes allés! D'ailleurs, les comptes rendus sténographiques des deux séances vont être édités en brochure incessamment, chacun pourra se retremper dans l'atmosphère. Il faut qu'on sache que ceux qui se réclament de la démocratie socialiste et de la liberté ont agi en parfaits fascistes! Ils ont employé les mêmes méthodes que la bourgeoisie vis-à-vis des partis ouvriers qui deviennent un danger pour elle !... Quelle honte ! Quelle ignominie !...

Au début de la deuxième séance de la seconde journée, les délégués du Gard, du Pas-de-Calais, du Nord, de la Haute-Garonne dépo-

(1) Nous avons demandé au camarade Fred Zeller, l'un des exclus de Lille, de dire ici son opinion sur le conflit des Jeunesses Socialistes. Ainsi que tous ceux qui sont appelés à collaborer à la *R. P.*, il le fait en toute liberté. Il va sans dire que nos camarades des jeunesses socialistes de la Seine — exclus ou bâillonnés par les dirigeants socialistes et staliniens — peuvent compter sur la *R. P.* pour leur permettre d'exprimer leur pensée. (N. D. L. R.)

sèrent un texte, non mandatés par leurs groupes, demandant l'exclusion de 12 camarades des Jeunesses socialistes de la Seine, sous prétexte qu'ils étaient des bolcheviks-léninistes et qu'ils voulaient adhérer à la IVe Internationale! On ne se moque pas plus impunément du monde !

Des camarades comme Génia, Corvin, Lissansky et moi-même n'avons jamais été trotskystes. Nous avons simplement, avec les militants du groupe Spartacus, les bolcheviks-léninistes et mes amis, rédigé un texte commun que nous avons loyalement défendu au congrès national. Nous avons constaté ensemble la faillite des deux internationales et décidé de nous orienter vers la constitution d'une nouvelle. Mais j'ignorais jusqu'à présent que la IVe Internationale existât !

C'est, au fond, un mauvais prétexte pour tromper les militants !

Ce sont les efforts conjugués des bureaucraties communiste et socialiste qui nous ont exclus.

En effet, après les positions que nous avons prises à l'intérieur des réunions du *front populaire,* les camarades communistes ne pouvaient admettre qu'on transforme ce front conservateur, qui ne peut que redorer le blason des chefs radicaux, déconsidérés par des expériences diverses et désespérantes, en un front populaire de combat qui aurait une ligne politique juste et des perspectives révolutionnaires. Nous ne voulons pas, comme cela semble être l'intention des directions socialiste et communiste, que de ce front populaire sorte un nouveau gouvernement, s'appuyant sur la légalité et la démocratie bourgeoise et uniquement sur une majorité parlementaire. Nous voulons canaliser la volonté révolutionnaire des masses, actuellement en effervescence, vers la prise du pouvoir par les travailleurs, et pour cela nous avons défendu partout le mot d'ordre du gouvernement ouvrier-paysan et la dictature du prolétariat.

Nous avons, dès la première minute, pris position contre les déclarations de Staline en ce sens qu'elles ne peuvent que renforcer notre bourgeoisie et son appareil militaire, arme de classe entre ses mains.

Par la même occasion, nous avons pris position contre le social-patriotisme, contre la défense nationale en régime capitaliste et contre l'union sacrée comme en 1914.

Cela ne peut faire évidemment l'affaire de ceux qui se servent du front populaire pour créer le courant favorable à un nouveau 1914, sous prétexte de défendre les conquêtes de la Révolution d'octobre 1917 !

C'est pour cela, et uniquement pour cela, que nous avons été exclus.

◇◆◇

Le malheur est que les délégués au Congrès de Lille, l'esprit surchauffé par leurs chefs de file, ont voté sans savoir et sans comprendre. MAIS D'AUTRES, DANS L'OMBRE, SUIVAIENT LES DÉBATS ET SAVAIENT BIEN CE QU'ILS FAISAIENT !...

Nous ferons ce que nous conseillait notre ami Marceau Pivert dans un télégramme : *Faites appel! Résistez! Solidarité révolutionnaire!*

Oui, nous résisterons, car NOUS N'ACCEPTONS PAS LES SANCTIONS DU CONGRÈS DE LILLE ! Elles sont illégales autant qu'immorales. Jamais la question de l'exclusion n'a été portée à l'ordre du jour du congrès national et, dans les fédérations, aucun groupe n'en a discuté et n'a voté! C'est un acte arbitraire intolérable! Depuis quand les minorités révolutionnaires ne peuvent plus s'exprimer sans être exclues du sein d'un parti qui se flatte de respecter la démocratie ?

Voici des gens qui ont opéré la dissolution des Jeunesses socialistes de la Seine alors qu'ils n'ont jamais été capables de dissoudre les ligues fascistes !

Nous les ferons reculer jusque dans leurs derniers retranchements. Nous forcerons le parti à se prononcer sur notre politique et nous obligerons les personnages tonitruants et sous pression qui se réclament d'une politique de « gauche » dans la S.F.I.O. à se prononcer! Plus de reculade ni pour les uns ni pour les autres, assez de tergiversations ! On veut exclure des militants révolutionnaires, alors qu'on conserve des éléments aussi hétérogènes que disparates! La bataille n'est pas finie, elle ne fait que commencer !

Plus que jamais, nous nous considérons toujours comme membres des Jeunesses socialistes.

Nous maintiendrons haut et ferme le drapeau rouge de la révolution et c'est en définitive nous qui le mènerons à la victoire !

Fred ZELLER,
secrétaire de la Fédération de la Seine des Jeunesses Socialistes.

BRAVO, Toulonnais et Brestois !

C'est au moment de mettre sous presse que nous avons connaissance des grèves et des manifestations des ouvriers des arsenaux de Toulon et de Brest. Nous saluons ces premiers gestes d'action directe, cette première réponse efficace aux décrets-lois du gouvernement Laval-Herriot-Frossard.

Des meetings, des discours, des cris, autant en emporte le vent. Puisque, selon l'avis des hommes qualifiés, des « responsables », un mouvement de grève générale des fonctionnaires et travailleurs des services publics n'était pas momentanément possible, c'était sur le lieu du travail que l'action directe devait s'exercer.

Les ouvriers des arsenaux de Toulon et de Brest l'ont compris. ils n'ont pas voulu rester passifs devant la réduction de leur paie; ils ont voulu défendre leur bifteck, le pain de leurs gosses. Et comme ils ont rencontré devant eux, contre eux, les forces provocantes du service d'ordre, leur colère a éclaté. Le drapeau rouge a flotté à la sous-préfecture de Brest.

Et, déjà, la répression du gouvernement des renégats marque une première victime : un ouvrier de Brest, père de cinq enfants, a été assassiné par les soudards de Laval-Herriot-Frossard. A la réduction des salaires s'ajoutent les balles des gardes mobiles et les coups de crosse de la coloniale.

Malgré les flics et en dépit des coups, pour venger leur camarade, nous espérons que les Toulonnais et les Brestois vont continuer leur action. Bravo! camarades. Et vous, les Parisiens, prenez-en de la graine. — M. CH.

AU SYNDICAT LE POUVOIR !

IV

Une entreprise ouvrière peut-elle demeurer égalitaire lorsqu'elle devient une grande entreprise?

Telle est la très importante question posée par notre camarade Lagrange dans sa réponse, que voici, à notre enquête (1) *:*

Le Plan publié par la *R.P.* doit être étudié attentivement par les militants ouvriers, car il s'agit en la circonstance de la construction d'un édifice.

Pour mon compte, je veux signaler un écueil que j'y rencontre. L'étude comprend le passage suivant :

« *Toute la question de la possibilité de l'existence d'une société prolétarienne se résout donc en ceci : Les hommes peuvent-ils s'astreindre au travail sans la contrainte d'une autorité extérieure ? sous la seule loi de leur volonté collective ?* »

Autrement dit, dans une société où le prolétariat serait le maître, pourrait-on supprimer la hiérarchie ?

Toute la question est là.

Lorsqu'il n'y avait que de petits ateliers, ne comportant que le patron ordinaire, la question ne se posait pas, car la hiérarchie, comme elle est comprise aujourd'hui, c'est-à-dire copiée sur le modèle du régiment, ne se faisait pas sentir. Le patron était fort peu de chose aux yeux des ouvriers; il n'avait rien de divin; c'était tout simplement un favorisé des circonstances et rien de plus. L'ouvrier, connaissant bien le travail qu'il effectuait, se rendait compte de la « capacité de gestion » de son « buveur de sueur ».

S'il ne s'agissait simplement que de remplacer le petit ou le moyen patron, il n'y aurait donc rien de difficile.

Mais nous voici dans la grande usine, où les ouvriers et ouvrières travaillent aux machines, où le travail est non seulement divisé, mais subdivisé. Les uns favorisés au détriment des autres, aucun ne gagnant le même salaire, il n'y a que jalousie, disputes, chicanes, engueulades, etc...

Alors, pour mettre de l'ordre, il faut des chefs et des sous-chefs, des tas de contrôleurs; j'ai vu dans certaines usines de vêtements des pièces finies passer dans six mains différentes avant d'être livrées, c'est ce qu'on appelle la vérification.

Aussi, les deux cas, celui de la petite entreprise et celui de la grande, sont profondément différents au point de vue de la gestion par les travailleurs. Nous en avons un exemple sous nos yeux, à Paris, dans ma corporation. Il y existe, d'une part, une petite association ouvrière, située avenue du Maine, qui nous donne une idée parfaite de ce que serait le travail de l'habillement dans une société véritablement ouvrière. Mais, attention ! cette association est de l'ordre de grandeur de l'artisanat; son chiffre d'affaires est comparable à celui d'un patron ordinaire; elle ne peut donc pas être citée comme un exemple applicable à la grande industrie.

D'autre part, nous avons une autre association ouvrière, qui, elle, relève de la grande industrie, c'est « *Union et Travail* ». Or, bien que celle-ci soit reconnue par la C.G.T. et admise dans la Fédération des Coopératives de production, le fait d'être coopérative ne modifie rien à la structure interne de l'organisation du travail, telle qu'elle existe dans les grandes usines capitalistes.

Nous trouvons un directeur aux appointements astronomiques, des chefs et des sous-chefs assez bien rémunérés, et à la base... les ouvriers qui ont tout juste le même salaire que celui qu'ils gagneraient ailleurs. Les quelques avantages qu'ils ont ne peuvent être considérés comme devant entraîner la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pas plus que les quelques dons que le conseil d'administration fait aux œuvres ouvrières avec les sommes prélevées sur les bénéfices.

Eh bien ! si cette coopérative changeait demain la structure qu'elle a aujourd'hui, elle n'aurait plus qu'à fermer ses portes, car le machinisme, en orientant l'ouvrier vers la spécialisation, rend la hiérarchie forcément obligatoire.

L'exemple de la Russie avec ses dix-sept échelons de salaires doit faire réfléchir.

◇◇◇

Sur la question ainsi posée par Lagrange, nous avons demandé l'avis d'un camarade qui appartient depuis de longues années à une importante coopérative de production — la plus importante de l'industrie mécanique — qui relève nettement de la grande industrie. Voici ce qu'il nous a répondu :

Je suis d'accord avec le chapitre II de l'esquisse d'organisation d'une société prolétarienne et, tout particulièrement, sur ce qui concerne le rôle à jouer dans la société future par les coopératives de production, organismes qualifiés existant déjà au sein de la société capitaliste.

Le camarade Lagrange soulève l'objection que la coopérative n'est ouvrière qu'à la condition de rester à petite échelle; grande usine, elle cesserait d'être prolétarienne et ne serait plus obligatoirement qu'une copie de l'usine capitaliste. Ce fait, s'il était vrai, aurait pour conséquence qu'une société prolétarienne devrait revenir à l'artisanat et à la petite entreprise, ce qui serait la condamnation définitive de toute société prolétarienne, car celle-ci devra être plus apte que la société actuelle à produire le maximum de produits avec le minimum d'efforts, ou elle ne sera pas.

La société prolétarienne devra donc être basée sur la grande usine, mais d'abord une parenthèse : la grandeur des usines ne devra point être poussée à l'exagération, pas au delà des nécessités techniques. C'est ainsi que nous nous refusons à considérer comme des exemples à imiter les monstres tels que Renault, Citroën, etc., combinaisons financières plus que techniques.

Ceci dit, la comparaison entre les deux coopératives citées par Lagrange n'est pas, à mon avis, à retenir, pour plusieurs raisons.

L'une fait du vêtement sur mesure, l'autre fait de la confection; de ce fait, l'une emploie de la main-d'œuvre professionnelle, l'autre de la main-d'œuvre non qualifiée. Le contenu social est donc différent, et l'histoire du syndicalisme nous montre que la résistance à l'emprise capitaliste, sur tous les terrains, est fonction de la valeur professionnelle des syndiqués : là où le producteur peut être remplacé sans apprentissage, la « capacité » prolétarienne est forcément faible.

De plus, ces deux coopératives ont des origines

(1) Voir les *R. P.* des 10 mars, 10 mai, 25 mai, 10 juin 1935.

différentes : la première est la résultante d'un effort social tout imprégné de syndicalisme, la suite d'un long effort de libération du patronat; l'autre est née, au cours de la guerre, d'une initiative philanthropique : il s'agissait de secourir des femmes dont les compagnons étaient aux armées; cette œuvre se rapproche donc, par ses origines, bien plus d'un ouvroir chrétien que d'une œuvre prolétarienne. Elle procède d'un postulat de charité, tandis que la première est basée sur un postulat de justice, le postulat de l'affranchissement du travail par la lutte de classes.

Ce qui est, c'est que lorsqu'on parle de coopératives de production, il faut bien préciser, car, qu'elles soient petites ou grandes, l'étiquette n'est pas le flacon, et le mot de coopérative cache bien souvent tout simplement une combinaison capitaliste. Mais, même en dehors de ce cas, il est vrai aussi que bien des coopératives qui furent à leurs débuts sincèrement animées d'un esprit prolétarien, glissèrent peu à peu, entraînées qu'elles étaient par les soucis commerciaux et par cette espèce de gangrène qui gagne tout ce qui touche au capitalisme.

Mais le volume de l'affaire, la division du travail qui est la conséquence de la grande usine, ne sauraient détruire par eux-mêmes le caractère prolétarien d'une coopérative. Dans la petite coopérative type citée par notre camarade, je vois le camarade coupeur ajuster un vêtement et appeler l'un de ses collaborateurs pour lui indiquer le travail à faire; cette division de fonctions, cette hiérarchie dans l'ordre du travail est entièrement comparable à celle que je vois dans une importante usine de matériel électrique où le directeur soumet à un ingénieur un grave problème, dont celui-ci résout la partie théorique, puis le chef d'atelier intervient, puis le chef d'équipe, puis le compagnon, et tout se passe entre eux aussi simplement et aussi amicalement qu'à l'avenue du Maine dans la transmission de l'ordre d'un coupeur au « pompier » qui aura à retoucher le vêtement.

La hiérarchie dans le travail n'entraîne pas la suppression de l'égalité dans la rémunération du travail; égalité des droits entre les travailleurs d'une même entreprise ne veut pas dire que le plus qualifié d'entre eux pour exécuter un travail déterminé ne doit pas le faire et, s'il le fait, cela ne lui donne d'autre droit que celui de devoir assumer la responsabilité de son calcul s'il est ingénieur, de l'exécution du travail s'il est exécutant.

Une vieille erreur du monde ouvrier fut celle qui faisait considérer par l'ouvrier manuel l'employé de bureau comme un parasite; voir dans l'ingénieur, dans le régleur de machines, dans un quelconque distributeur de travail, un individu qui trouble l'harmonie prolétarienne est un reste de cette erreur. Dans une entreprise où les ouvriers, conscients de leur force, auront acquis le droit de juger des résultats de l'entreprise, celui de pouvoir désigner au vote leurs administrateurs, leur directeur, leurs chefs de services, il n'y aura pas à craindre qu'à l'abri d'une division de fonctions nécessitée par l'évolution de la technique et par la grandeur des entreprises, ne s'établisse une caste de tyranneaux.

Si les moyens des lecteurs de la *R.P.* leur permettaient (ils y gagneraient) de faire faire leurs vêtements par la petite société d'ouvriers tailleurs citée par Lagrange, celle-ci augmenterait son volume d'affaires, elle deviendrait la grande boîte, mais, d'une part, du fait de son emploi de main-d'œuvre qualifiée et organisée syndicalement, d'autre part du fait de son état d'esprit prolétarien, elle resterait une coopérative de production digne de ce nom et susceptible d'être une cellule de base de la société prolétarienne.

LETTRE DE TUNISIE

La dictature Peyrouton

Il est bien entendu que nous traversons une crise économique sans précédent dans l'histoire, qui oblige (?) les gouvernements, à leur corps défendant, bien sûr, à réduire le train de maison...

Diminution par-ci, réduction par-là; suppression d'un côté, suppression d'un autre, tant et si bien que salariés et fonctionnaires d'Etat n'en peuvent plus.

Naturellement, cette heureuse politique a été appliquée en Tunisie avec un brio digne de tout éloge par un résident général qui a déclaré lui-même posséder un caractère « cyclonique » (!).

Les pauvres malheureux de la Régence de Tunis en ont pris pour leur grade.

Oh! pas tous, évidemment, car, n'est-ce pas? il faut bien servir et soigner ses amis!

On réduit la masse des salariés de l'Etat et, en même temps, on crée le poste de secrétaire général adjoint du Gouvernement, attribué à un sous-préfet, nommé préfet par ordre, à qui l'on accordera royalement 180.000 francs!

On réduit le train de maison — des autres — et l'on crée le poste d'inspecteur général des contrôles civils; coût : 120.000 balles!

Et, pour ne pas faire de jaloux, on lui adjoint un contrôleur civil avec douze mille francs d'indemnité de fonctions.

On déclare que l'ère des économies est enfin arrivée et l'on passe commande de 20 belles automobiles pour les directeurs et directeurs adjoints qui n'en croient pas leurs yeux! 600 beaux billets que paiera le contribuable tunisien à bout de souffle.

Les fonctionnaires sont trop payés! Un nouveau tour de vis et l'indemnité coloniale est rognée, cependant que le Résident général, qui perçoit la bagatelle de 350.000 francs, augmente son indemnité de représentation de 100.000 francs, avec rappel du 1er janvier 1935.

D'autres sont servis, qui, du jour au lendemain, se réveillent inspecteur des Ateliers professionnels des Pupilles de la Nation, directeur et sous-directeur de la Caisse foncière, avec des indemnités variant entre 12 et 24.000 francs.

En bref, le budget de cette malheureuse Tunisie, qui ne méritait pas ce sort, est mis au pillage, d'une façon consciente et organisée.

Et, naturellement, personne dit mot, parce que personne ne peut dire un mot.

Plus de liberté de presse! Plus de liberté de critique! Plus de liberté de réunion! Rien. L'esclavage pour tous, ou alors la porte et le bâillon!

Il est inutile de revenir sur l'expulsion des militants français Bouzanquet, Durel, Loubet, Laffond, Dadot, M'Chergui, etc., etc...

Il est inutile de rappeler l'internement administratif dans le désert tunisien de destouriens, dont un est mort et un autre mourant, tous coupables de réclamer des réformes très modestes et qui, depuis le *3 septembre 1934*, subissent les rigueurs du caractère « cyclonique ».

Il est inutile de faire état de l'interdiction en Tunisie de *Monde*, de l'*Humanité*, du *Populaire*, du *Peuple* de Wauters et du *Peuple* de Jouhaux, de

tant de journaux révolutionnaires ou simplement républicains, français, italiens, anglais, arabes, et de *Tunis Socialiste,* dont le procès a marqué, d'une façon trop évidente, l'asservissement de certains hommes à la politique autoritaire et despotique de Peyrouton.

Il est inutile de faire état de l'interdiction des réunions corporatives, syndicales ou publiques, comme aussi de la dissolution des syndicats unitaires.

Il est inutile de dire que la crise économique s'aggrave de plus en plus, que le chômage augmente, et que les petits colons français et les paysans arabes crèvent de faim, sans que les autorités s'en préoccupent beaucoup.

Dans ce pays d'arbitraire et d'opérette, la tradition se perpétue : Peyrouton continue Saint, Alapetite, Millet...

Oh! quel soupir de soulagement poussera la Tunisie entière lorsque le néfaste gendre des Wagons-Lits ira promener sous d'autres cieux son caractère cyclonique!

Oh! évidemment, si les colons, si les commerçants, si les fonctionnaires, si les Arabes remercieront les Dieux qui les auront débarrassés du « cyclone », les lèche-botte, par contre, se lamenteront, chanteront dans leurs journaux les dithyrambiques louanges du partant et iront en délégation à Paris pour demander le maintien de l'homme qui..., de l'homme que... et tout... et tout...

Ceux qu'il aura nommés chefs ou super-chefs de service, caïds, général du Bey, préfet du palais ou dignitaires de la légion d'honneur, ceux-là, évidemment, regretteront le résident général.

Les fascistes français aussi.

Les journaux politiques français ou arabes ont été supprimés, mais l'*Action nationale,* organe des nationalistes à la Maurras, tout en félicitant Peyrouton de son œuvre d'épuration, traîne dans la boue cette « charogne qu'est la République ».

On pouvait lire dans le numéro du 15 mars 1935:

« *La République est une charogne; on n'améliore pas la peste; on ne sanifie pas le choléra. Il n'y a qu'un remède : jeter à l'égout la charogne République qui nous empoisonne!* »

Ni plus, ni moins.

Malgré la protestation de la section locale de la Fédération Nationale des Combattants républicains qui adressa un ordre du jour au résident, celui-ci fit le mort...

Il vaut mieux taper sur les destouriens!

Les fascistes italiens aussi regretteront le proconsul qui se montre un digne élève de l'assassin de Matteotti.

L'*Unione*, organe officiel des fascistes de Tunisie, ne manque jamais l'occasion de louanger Peyrouton et de flatter son amour-propre.

Commentant le jugement qui condamna *Tunis Socialiste* et les quatre inculpés, ce journal, oubliant tout de même que la Tunisie n'est pas encore terre italienne, demanda froidement, en se lançant dans des considérations juridiques tortueuses, la radiation du Conseil de l'Ordre de Me Duran-Angliviel, sa déchéance de grand conseiller et le retrait de la naturalisation française du docteur Cohen Hadria!

Cette attitude déplacée fit dire à certains que l'inspirateur de cet article ne pouvait être que le résident en personne...

Le port de la chemise noire est interdit en Tunisie depuis 1923.

A l'occasion des manifestations franco-italiennes qui se sont déroulées à Tunis du 24 au 27 mai dernier, pour fêter le 20e anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie, on put voir défiler, sous l'œil complice des autorités, les fascistes italiens en chemise noire.

Le dimanche 26 mai, à 9 heures du matin, *Giovinezza* était jouée sous les fenêtres de la résidence.

Il est vrai que les fascistes entendaient remercier Peyrouton d'avoir rendu visite, quelques jours auparavant, à Balbo, gouverneur de la Tripolitaine.

Peyrouton a poussé l'amabilité jusqu'à donner des ordres pour que la route de Gabès, à la frontière tripolitaine, soit bien entretenue, de façon à permettre à l'illustre assassin de Dom Minzoni de ne pas être cahoté... en venant lui rendre sa politesse.

Quelle honte! Le fils d'un communard, le gendre d'un proscrit qui a failli être fusillé, s'aplatir ainsi devant des sbires et saboter la République à laquelle il doit tout!

Le 6 février 1934 aura été néfaste à la Tunisie...

Le parti communiste, le parti socialiste, les deux C.G.T., tous les républicains, si ce mot n'a pas encore perdu toute sa signification, devraient dénoncer devant le Parlement, devant les congrès, devant le pays entier le danger que constitue pour ce malheureux pays qu'est la Tunisie la présence d'un proconsul fasciste.

Il faut, sans plus tarder, destituer Peyrouton!

Il faut, sans plus tarder, l'expulser de Tunisie, comme un être malfaisant.

Toute la Tunisie qui souffre et que la France ne connaît pas ou ne veut pas connaître respirera ce jour-là!

Mais qui imposera cette mesure de salubrité publique?

Les partis politiques?

Communistes et socialistes ont mis une sourdine à leur campagne de l'an dernier. Et puis, c'est si loin, la Tunisie... Il vaut sans doute mieux s'occuper des élections...

Les deux centrales syndicales?

La C.G.T.U. laisse choir « stalinement » les quelques syndicats unitaires de Tunisie et la C.G.T., qui possède pourtant une Union des syndicats confédérés dont trois principaux militants ont été expulsés et qui a vu son journal confédéral interdit, n'a pas l'air de prendre très au sérieux la lamentable situation dans laquelle est placée, depuis l'arrivée de Peyrouton, la classe ouvrière de la Régence.

Les travailleurs de Tunisie attendent leur salut des militants de la base qui peuplent, fort heureusement, les syndicats ouvriers de France et qui interviendront vigoureusement aux congrès prochains pour dénoncer l'indifférence des responsables du mouvement syndical et imposer le rappel immédiat du « cyclone ».

EL HADJ BRAHIM.

A NOS AMIS

Nous avons fait un tirage supplémentaire du numéro spécial de la « Révolution Prolétarienne » relatif à la bataille contre les décrets-lois, et nous pouvons vous fournir le nombre d'exemplaires qui vous seront nécessaires POUR UNE DIFFUSION RAPIDE parmi les camarades fonctionnaires et travailleurs des Services Publics de votre localité. Passez-nous sans tarder vos commandes (7 francs le 100), vous serez servis immédiatement.

A TRAVERS LES LIVRES

LEFEBVRE DES NOETTES : LA RÉVOLUTION DU GOUVERNAIL (Masson, éditeur).

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la toute première importance que présentent les travaux de M. Lefebvre des Noëttes. (Voir notamment *R. P.* du 10 mars 1933.) Pour nous matérialistes, qui pensons que « les hommes font leur propre histoire » et qu'ils la font par leurs inventions, l'histoire des inventions techniques est la base même de l'histoire. Or jusqu'ici l'histoire de la technique n'existait pas. Certes on avait bien rassemblé çà et là des collections de faits, baptisées orgueilleusement « histoires du travail » ou autres, mais elles n'offraient pas plus d'intérêt historique que ne présente d'intérêt scientifique par soi-même une collection de minéraux ou de papillons — tout étant mis sur le même plan, les détails sans importance comme les faits fondamentaux (1).

M. Lefebvre est le premier, à notre connaissance, à avoir fait œuvre d'historien. On peut le considérer comme le fondateur de l'histoire de la technique. Le premier, en effet, il a montré que certaines inventions, qui étaient passées complètement inaperçues jusqu'à lui, ont été d'une importance capitale pour le développement technique, — et par suite social, — de l'humanité. Il a montré que la technique aussi progresse par « révolutions » ; que « sur le plan de la lutte pour l'outillage, les progrès de la civilisation, loin de suivre une marche régulière et continue à travers les âges, nous offrent plutôt l'image de sursauts puissants, largement espacés et suivis de périodes relativement étales (2). »

Lorsque l'histoire, l'histoire tout court, distingue le monde antique du monde moderne, nous habituant dès notre plus jeune âge à voir les deux types de civilisation entièrement différents, séparés par un véritable fossé, elle a tout à fait raison. Mais jusqu'à présent, cette rupture, ce hiatus entre les deux grandes périodes historiques nous restaient incompréhensibles. Comment le monde moderne avait-il pu surgir de la ruine du monde antique ?

Les recherches de M. Lefebvre ont fourni l'explication qui manquait : le monde moderne est né d'une double révolution, d'une révolution dans le mode de transport terrestre, et d'une révolution dans le mode de transport maritime, ces deux révolutions étant chacune la conséquence d'une révolution technique. Depuis des millénaires on attelait les chevaux par le cou : l'invention du collier permit de les atteler par le poitrail, multipliant ainsi leur puissance de traction; depuis des millénaires on n'avait pour gouverner un navire qu'une simple rame placée vers l'arrière : l'invention du gouvernail à charnières fixé sur l'étambot multiplia la puissance de gouverne, permettant ainsi l'accroissement du tonnage des navires, le louvoyage, etc...

L'histoire de la première invention, celle du collier, fut l'objet des premiers ouvrages de M. Lefebvre, parus il y a quelques années; l'histoire de la seconde, celle du gouvernail, fait l'objet du livre qu'on vient d'éditer. La simple affirmation relative à l'invention du gouvernail, que contenait l'article du *Mercure de France* que nous avons il y a deux ans analysé, est, cette fois, lumineusement et abondamment démontrée. Un texte assez court, mais appuyé d'une riche reproduction de documents anciens, établit péremptoirement que depuis l'ancien empire égyptien jusqu'au XIIIe siècle de notre ère, le navire est resté tel quel, sans faire aucun progrès, la marine égpytienne ayant atteint dès le début « tout le degré de perfection compatible avec l'emploi du gouvernail rame », et celui-ci étant resté en vigueur, dans toutes les marines du globe, jusqu'à la fin du Moyen Age. Au contraire, dès qu'apparaît le gouvernail à charnières, le navire se transforme à une allure accélérée; pour la première fois on va être capable de naviguer de jour et de nuit, hiver comme été, et de substituer au simple cabotage le long des côtes, la navigation de haute mer, la navigation directe à travers les océans, qui, peu après, conduira à la découverte de l'Amérique et du monde.

Le matérialisme historique reçoit donc à nouveau, par les travaux de M. Lefebvre, une éclatante confirmation. Les historiens modernes, Pirenne en tête, ont montré que le monde antique allait en réalité, non pas jusqu'au Ve siècle, mais jusqu'aux Xe et XIe siècles, tout le haut Moyen Age, ou Moyen Age agricole comme ils l'appellent, n'étant en réalité que l'achèvement de la décomposition de la société romaine. Le monde nouveau naît seulement avec le Moyen Age commercial, celui qui se caractérise par la renaissance du commerce et de la ville, celui des communes et des cathédrales. Or, cette société, commerciale, industrielle et urbaine, qui constitue la première phase du monde moderne, et qui aura son apogée au XIIIe siècle, le « grand siècle », commence à naître au onzième, c'est-à-dire juste après l'invention du collier — qui est du dixième. Quant à la deuxième phase, celle à laquelle on réserve plus spécialement le nom de moderne, elle commence au XVe siècle, avec les découvertes maritimes, qui élargissent le commerce aux limites du monde : au XVe siècle, c'est-à-dire lorsque l'invention du gouvernail à charnières, qui date d'à peine deux siècles, produit ses effets. — R. L.

(1) Pour donner une idée de la pauvreté de l'histoire de la technique, signalons que l'ouvrage de M. Lefebvre n'est pas suivi d'une bibliographie car, dit l'auteur, « nul ouvrage, en aucune langue, ne nous a rien fourni sur l'histoire du gouvernail... Nul à notre connaissance ne s'est jamais intéressé à l'engin de gouverne, à sa matière et à son emploi. »

(2) Il est remarquable que les termes employés ici par M. Lefebvre sont presque identiques à ceux que le géologue Sness a employés pour caractériser le développement des espèces vivantes à travers les âges. Là aussi pas de marche « régulière et continue », mais une progression par « sauts », par révolutions.

L'U.R.S.S. EST-ELLE SOCIALISTE ?

TROIS CONFÉRENCES D'YVON aux Unions confédérées de Saint-Etienne

Notre camarade Yvon, bien connu des lecteurs de la *Révolution Prolétarienne,* est venu au cours de cette année donner, dans les Unions confédérées de Saint-Etienne, un aperçu d'ensemble sur le régime de la Russie d'aujourd'hui. Rappelons qu'il est qualifié pour le faire, ayant vécu et travaillé dix ans en U.R.S.S. Les notes publiées dans la revue permettent d'imaginer ce que peut être la dictature stalinienne. L'exposé d'ensemble fouille pas à pas dans la vie de tous les jours du travailleur russe, avec la même minutie examine toutes les manifestations familières de la vie ouvrière pour y déceler le degré de liberté des travailleurs, conclut en démontant pièce par pièce le mécanisme du pouvoir russe.

La documentation qu'il apporte ne permet plus de conceptions fantaisistes.

Les conférences Yvon enferment les dernières illusions que l'on peut garder dans un impitoyable réseau de précisions. Deux attitudes sont seules

possibles devant elles : il faut, comme le fit un sincère camarade communiste stéphanois, quitter la salle en concluant à la calomnie; ou il faut se résoudre à perdre définitivement toute sympathie pour le faux socialisme stalinien.

Cette fois, rien de vague ne demeure dans l'esprit; on est définitivement fixé.

Ou rien n'est admissible et, alors, il faut le prouver. Ou tout est admissible, car tout s'enchaîne avec une indiscutable rigueur et, alors, il faut pour toujours tourner le dos à l'U.R.S.S. si l'on reste révolutionnaire et socialiste.

Un autre gros intérêt des conférences Yvon est de situer à nouveau dans les esprits les problèmes essentiels de la révolution prolétarienne et les buts poursuivis par tout mouvement ouvrier. Elles contribuent à affermir notre position : fidélité au socialisme réel : celui des travailleurs; recherche perpétuelle de la vérité.

Les voyageurs en U.R.S.S.

D'abord, les conférences Yvon règlent le sort des comptes rendus de « *délégués en U.R.S.S.* ». Elles démontrent qu'il est matériellement impossible aux fameux délégués ouvriers perdus dès leur arrivée dans une véritable immensité, dans une fourmilière humaine en activité, de se rendre compte de quoi que ce soit par eux-mêmes.

Ils apporteront les mesures de façades d'usines, le souvenir de défilés militaires et civils grandioses, des chiffres de production (incontrôlables d'ailleurs et qu'il faut se dépêcher de cueillir au vol), ayant fait un beau voyage, ayant été bien reçus par des délégués en cotte bleue qu'ils auront pris de bonne foi pour des camarades de la base. Ils auront entendu des meetings en russe. Pourquoi leur vie de voyageurs choyés, promenés d'une crèche à un jardin, d'un jardin à un musée antireligieux serait-elle l'image de la vie quotidienne des travailleurs russes?

Les images multiples de leur visite défileront comme celles d'un kaléidoscope devant leurs yeux fatigués.

Ils reviendront, harassés, stupéfiés, enchantés. Dans tout cela comment auront-ils connu le socialisme, la vie journalière des ouvriers?

Comment oseront-ils affirmer qu'ils « *ont vu fonctionner la dictature du prolétariat* » ou répéter le ridicule cliché que l'on n'a pas hésité à nous faire servir sur les tribunes publiques par les derniers « retours de Russie » : « *J'ai passé un mois en Russie... Le gouvernement de ce pays veut la paix !* » ?

Trop contents généralement d'accepter à leur retour que des offices communistes les aident à remettre de l'ordre « dans leurs notes » et même leur bâtissent des comptes rendus de toutes pièces, ils loueront sincèrement « la construction du socialisme sur un sixième du globe ».

Tout cela est l'évidence même et, pourtant, on a tant chanté la grande révolution russe que la leçon n'était pas inutile.

Des sourires naissaient sur les faces des auditeurs; à coup sûr, ils se traduisaient ainsi, pendant qu'Yvon parlait :

« *J'habite Saint-Etienne depuis à peu près toujours, je ne sais que très vaguement ce qui s'y passe tant au point de vue politique qu'économique.*

« *Si j'étais Russe, ignorant le français, et que j'y sois délégué pour quinze jours ou un mois, qu'aurai-je le droit d'en dire à mon retour ?* »

Une autre valeur des conférences Yvon, c'est d'être, après les grands enthousiasmes, de simples cures de bon sens.

Nous restons fidèles à l'esprit de la Révolution d'Octobre 1917

Les injures ont été l'unique réponse, avec les citations d'opinions de grands généraux français (ces nouveaux admirateurs du socialisme), à la documentation unique fournie par notre camarade Yvon.

Elles n'ont pas joué leur rôle habituel. Les conférences Yvon n'ont pas eu lieu devant le grand public. Pour qui connaît l'atmosphère d'un meeting où les « orthodoxes » veulent coûte que coûte défendre leur « point de vue », il est facile de comprendre que tenter du premier coup la tribune de réunion publique c'était perdre son temps et empêcher la quasi-centaine de militants qui suivirent avec intérêt les cours du cercle d'études d'en tirer profit et d'apprendre ce qu'ils ont appris.

Nous n'avons été animés, quoi qu'en disent les staliniens, par aucune haine de la Révolution russe.

« *Ne nous imitez pas servilement*, criait Lénine au 3e Congrès de l'I.C. *Etudiez notre révolution, dégagez-en les enseignements.* »

Nous profitons de la leçon et, même si la documentation que nous connaissons nous faisait tirer de l'expérience russe la plus terrible des conclusions : « *Elle montre ce qu'à tout prix ne doit pas être la révolution prolétarienne* », notre devoir serait de tirer cette conclusion.

U. R. S. S. ?

En fait, il n'y a pas d'U.R.S.S. Le régime russe est plus que mal nommé : ce n'est pas une union (U.), ce n'est pas une république (R.), il n'est pas socialiste (S.), il n'est pas soviétique (S.).

La fameuse constatation de Fernand Loriot prend une valeur nouvelle à la lumière des faits qui nous ont été exposés dans les Unions de Saint-Etienne.

Pas socialiste

Ah! non pas socialiste. Qu'est-ce donc le socialisme s'il n'apporte aucune amélioration, au contraire, au niveau de vie des travailleurs, s'il ne les libère pas, s'il ne fait pas espérer leur libération?

Le plan des conférences Yvon situe le socialisme sur ces seuls critériums :

1° Quel est le niveau de vie matérielle des travailleurs russes?

2° Bon ou mauvais, à quel point sont-ils maîtres de leur propre sort, autrement dit quel est leur niveau de liberté?

Le niveau de vie. — Chercher quel est le niveau de vie des travailleurs russes, c'est malheureusement tomber dans un véritable cauchemar.

Ce sont les appartements où une famille ne possède jamais plus d'une pièce, les chambres louées par « angles », chaque angle abritant son hôte ou son ménage.

Ce sont des villes de 100.000 ouvriers entièrement constituées de baraques de bois formant des dortoirs uniques de 35 à 40 lits. La pénurie de mobilier, même élémentaire, le manque total de tout mobilier agréable et, aux dires mêmes des journaux soviétiques, dans cette promiscuité les punaises, les cafards, les poux, les rats.

C'est la maigre alimentation rationnée, obtenue après d'inimaginables tracasseries (à l'aide d'un système de payement extrêmement compliqué), et suivant laquelle la population ouvrière manquant de viandes, de graisses, de laitages, de légumes frais, de fruits, de vêtements est à peu près réduite au pain et au thé.

C'est, en passant, la fameuse réforme, de la suppression de la carte de pain, tant prônée par les journaux soviétique aboutissant, en fait, à rendre le pain plus cher pour l'ouvrier.

C'est le travail rationalisé, tournant à une vitesse obsédante. C'est, en fin de compte, *un recul formidable sur les années de guerre et le tsarisme.*

Le niveau de liberté. — Mais cela n'eût été rien si les ouvriers étaient restés maîtres de leur sort. La liberté est la pierre de touche du socialisme. Tout le monde sait que le socialisme n'instaurera pas d'un seul coup le bonheur, qu'il fera passer les ouvriers par de grandes difficultés.

Oui, tout cela ne serait rien si les ouvriers étaient eux-mêmes aux prises avec ces difficultés, eux-mêmes obligés de les résoudre, si leur malheur dépendait d'un manque d'adaptation qu'ils devraient eux-mêmes liquider. Mais en réalité, prisonniers du plus formidable des absolutismes, ils sont intégralement des esclaves, et de plus en plus des esclaves. Voici la grande armée à la porte de l'usine : les ouvriers entrent, présentant à des soldats brutaux des laissez-passer ouverts.

Voici l'expulsion du logement pour les travailleurs congédiés ou les locataires irrespectueux du régime.

Voici la salle de police à l'atelier pour les indisciplinés.

Voici les réunions, les défilés, les démonstrations obligatoires, l'examen politique à la maison.

Voici tout le terrible réseau de la police d'Etat (Guépéou) étendu sur tout le pays avec ses services de mouchardage, ses bureaux secrets dans les usines, son système de fiches, numérotant et notant toute la population.

Voici les exécutions sans jugements, les déportations par décrets.

Voici les terribles camps de concentration où par *centaines de mille* les déportés politiques, mêlés à la pègre, souffrent de la faim et du froid en construisant routes et canaux dans des étendues désolées.

Voici le flot de journaux, de discours, d'émissions radiophoniques, de livres, de cours, de films noyant tout l'esprit et tout le sens critique de toute une population sous une seule, unique et perpétuelle propagande.

Encaissons l'unique vérite « marxiste-léniniste-staliniste », on ne peut voir ou entendre que celle-là.

On ne peut pas ne pas la voir ou ne pas l'entendre.

Pas soviétique

Quel est par conséquent le système du gouvernement? demandait alors le conférencier.

Cette dernière causerie était la démonstration finale de l'écrasement de toute une misérable foule laborieuse sous le plus oppressif des absolutismes antiprolétariens.

Un tel gouvernement est-il une transition vers le socialisme? demandait aussi Yvon. Et naturellement aussi, venait la dernière question : «Est-il l'appareil de coercition d'une classe différente du prolétariat? »

Certes, il y a les élections aux soviets, le Congrès périodique indéterminé des soviets. Mais ils ne sont pas l'émanation des travailleurs, puisque ceux-ci n'en choisissent pas eux-mêmes les députés dont le seul rôle est encore d'approuver le choix fait par en haut de membres de comités exécutifs d'arrondissement, de ville ou de village.

Ces comités exécutifs sont d'ailleurs eux-mêmes sous la dépendance d'un comité central exécutif, lui-même asservi aux *organes supérieurs permanents*. Ces organismes si bien enchaînés, et qui ont une activité moindre que les conseils municipaux français, sont exactement le contraire des soviets de la période révolutionnaire. Le *pouvoir réel* existant derrière ce soviétisme caricatural est celui du parti communiste, élite de privilégiés au recrutement soigneusement limité, véritable système nerveux du pays étendant son autorité jusqu'aux entreprises où règnent ses *cellules d'usine*. Lui-même centralisé et exigeant l'obéissance passive est en fin de compte couronné par un Bureau politique de 10 membres, intégralement soumis au dictateur Staline.

Encore la lutte des classes ?

Le nouveau régime a, comme toutes les sociétés qui l'ont précédé, ses classes sociales naturellement ennemies et inconciliables.

L'économie dirigée suivant un plan a créé une bureaucratie et un réseau de techniciens et de spécialistes menant une existence privilégiée, aux frais du plus écrasé des prolétariats.

EN FAIT, LE RÉGIME STALINIEN ET LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE NOUVELLE PRÉSENTENT D'INQUIÉTANTES ANALOGIES AVEC :

a) LE FASCISME HITLÉRIEN. — La propagande hitlérienne se calquait d'ailleurs assez bien sur celle du parti communiste confusionniste « du pain, de la paix et de la liberté. »

Hitler au pouvoir a son parti unique répandu sur le pays comme un système nerveux, et sa dictature policière. A travers une bureaucratie économique étendue partout il tente l'organisation de la société sous une discipline unique.

La réorganisation du syndicalisme allemand vaut celle du syndicalisme russe : organisation syndicale unique contrôlée dans chaque usine par une cellule correspondante du parti nazi, et dépourvue de toute attribution.

b) AVEC LE FASCISME ITALIEN. — Le tribun Mussolini, tour à tour syndicaliste, socialiste, anarchiste ne mêla-t-il pas des bribes de toutes ces doctrines à un nationalisme exacerbé : parti fasciste; dictature policière; importante bureaucratie de liaison de haut en bas; transformation des syndicats en corporations asservies?

Toujours les mêmes constatations.

c) AVEC L'EXPÉRIENCE ROOSEVELT. — Cette tentative de réforme capitaliste, qui amènera la création du « *trust des cerveaux* », la formation d'un parti visant à l'exclusivité, à la mystique et à la discipline unique (N.R.A.), et un encerclement stratégique du syndicalisme américain qui se souleva violemment.

d) AVEC LE PLAN BELGE. — Cette construction du socialisme, sans sortir du capitalisme, qui n'est en fait qu'une mise au pas des syndicats ouvriers correspondant à une tentative de direction centralisée de l'économie.

e) AVEC DES IDÉES « NOUVELLES », AVEC DES DOCTRINES « NEUVES ». — Avec toutes ces doctrines nouvelles qui, sous le terme général de planisme dessinent sous le fatras des étiquettes multiples et des terminologies diverses l'éternel et identique schéma : Collaboration des classes; culture de la nation; intérêt général; Etat fort avec compétences économiques; nationalisation du crédit de diverses industries; économie dirigée suivant un plan unique; création d'une mystique unique; intégration du syndicalisme dans la nouvelle forme de centralisation; le schéma du fameux plan dit « de la C.G.T. »

DEVANT DE TELLES SIMILITUDES ON DOIT SE DEMANDER : L'EXPÉRIENCE RUSSE RÉVÈLE-T-ELLE UNE TENDANCE GÉNÉRALE ?

La panique provoquée par les difficultés, prévues et prédites du capitalisme marche plus rapidement que les progrès de la conscience de classe des ouvriers.

L'idée du plan mûrit naturellement sous les crânes apeurés. Incapables de concevoir la démocratisation de l'économie, ceux qui veulent conquérir toute l'opinion publique ignorent les classes et leurs luttes, désirent en attendant la fin du « chaos des idées » un Etat fort dirigeant l'économie.

La Russie apparaîtrait réellement comme l'avant-garde de la civilisation de demain parce qu'elle aurait réalisé ce que les autres s'efforcent d'atteindre ou réclament.

Irons-nous vers le régime du plan ?

Chacun vitupère le désordre actuel, avec plus ou moins de clairvoyance mais avec autant de passion. D'autre part, toute une élite capable a tout intérêt à l'instauration du régime qui rend les spécialistes maîtres de tout.

Comme le dit l'*Homme Réel:*

« *La direction de l'économie selon un plan a pour condition l'existence d'un organe économique central, d'un « cerveau économique » chargé de coordonner le travail de toutes les branches.* »

Cette élite, « cerveau économique » de demain, trouve dans le désarroi actuel un excellent terrain pour assurer la naissance de la nouvelle organisation sociale.

Le farouche planiste J. Duret nous l'assure en des termes que nous n'éprouvons pas le besoin de modifier.

« *Le technicien comme le savant se révoltent devant le spectacle des contradictions et des incohérences du monde contemporain.*

.. ..

« *Lorsque ces hommes recherchent les origines de toutes* ces manifestations disparates, *ils les trouvent dans la décadence et la décrépitude d'un système économique vétuste.* »

(*Tribune des Fonctionnaires.*)

DE TELLES PERSPECTIVES DE GÉNÉRALISATION DU PLANISME, L'EXPÉRIENCE RUSSE ELLE-MÊME A SON STADE ACTUEL NE PEUVENT EN AUCUN CAS NOUS FAIRE OUBLIER LE SOCIALISME OUVRIER TRADITIONNEL.

Jean DUPERRAY.

(*A suivre.*)

FAITS ET DOCUMENTS

Les réflexions de Sanglier sur le 14 juillet

Avec plaisir, nous avons trouvé dans P.T.T. *du* 20 *juillet un article où Sanglier, le vieux et toujours jeune militant des agents des P.T.T., fait des réflexions toutes fraiches et si près des nôtres sur le rassemblement populaire du* 14 :

Ça y est. On a encore sauvé la République bourgeoise ! Cette fois, et sans conteste, la manifestation était grandiose. Et le soleil avait beau nous cogner sur la poire, les pavés nous brûler les arpions, la sueur nous lessiver les fesses, on marchait comme des enragés. Triple miracle de l'Histoire, de la tradition, de la liberté qu'on a dans la peau sans même s'en apercevoir. Il suffit que le fantôme de la dictature militariste se dresse à l'horizon pour que les fils du peuple dressent l'oreille et se rassemblent.

Seulement, comme par hasard, sitôt que la République bourgeoise est rassurée ou sauvée, elle trouve dans son sein quelque Clemenceau ou quelque Caillaux pour faire barre contre les revendications populaires, endiguer le mouvement révolutionnaire, emprisonner les militants ou fusiller les grévistes. Nous sommes pas mal de vétérans à nous rappeler la période 1904-1910. Nous sommes quelques sales têtes de cochons qui n'avons rien oubié. Et nous avons de la méfiance. Nous les avons enregistrées les années de prison distribuées à la classe ouvrière après l'affaire Dreyfus. Nous portons encore dans nos cœurs les souvenirs de Montceau-les-Mines, de Raon-l'Etape, de Draveil-Vigneux, de Narbonne. Nous ressentons encore les coups de matraque de la flicaille à Lépine depuis le 1er mai tumultueux de 1906 jusqu'à la soirée Ferrer en passant par la révolte anticléricale et les manifestations réitérées pour la journée de huit heures et le repos hebdomadaire !

J'entends de bonnes âmes me dire : « Tout ça, c'est le passé. » Oui, c'est le passé, mais j'ai la dent dure; et j'ai l'instinct des bêtes sauvages, je me méfie.

On en a marre des duperies et des trahisons. On en a marre de prêter nos épaules aux politiciens ou de les défendre contre toutes les vagues de réaction qui viennent battre le seuil du Parlement chaque fois que les puissances d'argent se sentent menacées. Même dans les partis politiques (auxquels je n'appartiens pas, car j'estime que le syndicalisme pourrait être totalitaire et que la Révolution en marche pourrait se dispenser d'envoyer ses hommes s'user et sa force spirituelle se fondre ou se corrompre dans un Parlement), même dans les partis, on en a assez de faire les gendarmes et de dénombrer les renégats.

Depuis trente et quelques années tous les coups de trique qui sont tombés sur la classe ouvrière ont été administrés par des politiciens qui devaient leur ascension aux forces démocratiques, à ces milliers de braves bougres qui sauvent la République chaque fois que réapparaît le danger ploutocratique ou prétorien. Ça va bien. On a encore marché. Contre le fascisme, soit. Contre l'insolence et l'égoïsme des grandes congrégations économiques, soit encore. Mais il faut bien que nos parlementaires fassent leur examen de conscience et s'aperçoivent qu'ils sont responsables de la désaffection ou du dégoût suscité, par leur incompréhension ou leur lâcheté, à l'égard de l'institution parlementaire elle-même. Ils auront à réfléchir. Le Parlement pourrait être autre chose qu'une foire sans dignité, qu'un méli-mélo de maquignonnages sans grandeur, qu'une arène pour les désordres de partis usés et qui ne riment plus à rien devant les formidables problèmes posés par les faits. Notre époque est pleine de grandeur tragique; un ordre économique nouveau est en gestation; la grande majorité des hommes aspire à des changements profonds. L'avenir dira si une société nouvelle peut naître par la voie légale et parlementaire. C'est une heure grave pour les vieux organismes républicains.

En tout cas le temps des petites combines ou des petits intérêts électoraux est passé. Une grande passion doit naître, un souffle d'enthousiasme réalisateur doit purifier le marécage. Qu'ils se le disent, les politiciens !

Il faut que les chefs s'entendent rapidement sur un programme clair d'action contre la ploutocratie d'argent; il ne faut plus que personne esquive les responsabilités dans la lutte énergique qui devra le faire aboutir.

Après la belle manifestation du vrai peuple, si le parlementarisme fait faillite, qu'on ne vienne plus nous demander de le défendre. Nous n'avons pas défilé sous les drapeaux rouges pour maintenir la gribouillerie de quelques centaines de bavards, de foireux ou de jean-foutres prêts à tout remettre aux mains de quelques autorités acoquinées au capitalisme dès que les problèmes demandent de l'intelligence et du courage.

A propos de rassemblement

Du bulletin des instituteurs du Rhône, nous reproduisons l'opinion de notre camarade André Lavenir :

Le succès inespéré de la formule lancée par Delmas nous oblige à examiner les divers aspects de ce rassemblement.

I. — L'Unité syndicale.

L'unité syndicale sera sans doute le premier effet de la conversion au rassemblement. Il faut s'en réjouir, car l'unité a une vertu par elle-même, quelles que soient les conditions de sa réalisation.

S'il en était autrement, quelle désillusion serait cette unité :

— La fraction révolutionnaire du mouvement syndical jetée brusquement à la droite du mouvement;

— Les conceptions internationalistes, qui restent la base solide d'un mouvement syndical, remplacées par l'intérêt du gouvernement russe;

— L'opposition à la guerre, subordonnée à des intérêts diplomatiques, transformée bientôt en croisade antihitlérienne;

— Et plus que tout le malaise naissant de ce sentiment d'une manœuvre totalement extérieure au mouvement syndical.

Ils peuvent être fiers, nos dirigeants confédéraux : ils ont enfin des déclarations sur les fractions !

Je ne veux pas troubler leur joie. La rentrée dans la C.G.T. reconstituée des éléments communistes avec leur conception particulière du syndicalisme me paraissait garantir l'indépendance beaucoup mieux qu'une garantie papier venant sur avis de Staline.

La déclaration de la C.G.T.U. sur les fractions est pour moi un exemple caractéristique de subordination aux intérêts d'un parti; mais puisqu'elle lève un obstacle à l'unité, réjouissons-nous sincèrement. Par l'unité, le syndicalisme reprendra force et activité, et ceux qui croient pouvoir l'endiguer se trompent.

II. — La Foire électorale.

C'est le deuxième effet du rassemblement. 1936 approche. L'antifascisme progresse. On enregistre les conversions, on voit venir les profiteurs, on voit revenir les saboteurs des victoires populaires.

Le rassemblement traduisant le sentiment réel de la démocratie, on peut prévoir son succès — à moins que des bandes fascistes, aidées par une complicité, une trahison gouvernementale, ne réussissent une attaque armée, un coup d'État.

Mais le « rassemblement » ne sera-t-il qu'un nouveau bloc, ou cartel des gauches ? Les expériences de 1924 et 1932 nous suffisent. Celle de 1936 s'annonce comme plus dangereuse, puisque bon gré mal gré, le syndicalisme va se trouver

englué dans le rassemblement, puisque unitaires et communistes — à part quelques hérétiques — ne sont plus des éléments de critique et d'opposition, mais au contraire d'opportunisme et de modération.

Et surtout, il faut penser que devant une troisième abdication parlementaire, le dégoût des masses serait total.

Jamais le fascisme n'aurait trouvé un meilleur moment à exploiter.

Jamais, le mouvement ouvrier n'aurait vécu un moment plus dangereux que celui qui suivrait la troisième trahison des parlementaires et de leurs partis inconsistants.

Il faut donc d'abord sauvegarder la fidélité du syndicalisme aux intérêts purement ouvriers, faire du syndicalisme l'élément critique du rassemblement, l'organisation qui ne transige pas, qui ne trahit pas. Il y en aura besoin.

On ne doit pas faire le rassemblement pour la défense éternelle du petit commerçant, pour l'augmentation du nombre des décorations, ni même pour l'appui inconditionné et en toutes circonstances à l'Union soviétique.

On ne doit pas faire le rassemblement pour renflouer les vieux bateaux de la politique, pour ramener au pouvoir les incapables qui nous ont déjà trahis deux fois, qui n'ont jamais su que capituler devant le mur d'argent. On ne va pas reprendre tous les résidus de l'Union sacrée pour faire une politique neuve.

On ne va pas refaire, après le coup du programme minimum de la C.G.T. le coup du plan de la C.G.T. posé comme miroir aux alouettes.

On ne va pas faire un rassemblement comme les précédents, si profitables aux marchands de canons, avec la guerre du Maroc, avec les commandes d'armements que des gouvernements réactionnaires n'auraient pas osé faire.

Nous ne marchons plus. Nous n'avons aucune confiance dans les politiciens qui offrent de se servir de nous.

Nous aurons encore dans nos rangs, les endormeurs, les invertébrés, les traitres qui transformeraient une fois de plus notre victoire en déroute.

Que la tyrannie du peuple pèse sur eux exigeante et soupçonneuse.

Nous ne voulons pas laisser sombrer le syndicalisme dans une aventure pareille à celles de 1926 et 1934.

« A contre-courant » *Tel est le titre de la nouvelle revue* (1) *que lancent Henry Poulaille et ses amis. De leur appel voici un extrait :*

Nous revoilà... Après *Nouvel Age*, après le *Bulletin des Ecrivains prolétariens*, après les pages de *Monde*, après « *Prolétariat* », voici *A contre-courant*.

A contre-courant ?... Pourquoi ?...

Parce qu'il n'est, à l'heure qu'il est, où les conformismes s'opposent, pas d'autre moyen d'être révolutionnaire qu'en se plaçant délibérément à contre courant.

A contre-courant en face de la tricolorisation du Prolétariat, sous prétexte de défense de l'U.R.S.S.

A contre-courant en face de la domestication des intellectuels, sous prétexte de défense de la culture.

A contre-courant surtout en face du fascisme et de la guerre menaçante, pour la libération totale du prolétariat, pour hâter l'avènement d'une culture prolétarienne.

Ce ne sera pas une position facile que celle que nous choisissons, mais nous n'avons jamais adopté, *a priori*, la facilité. Il nous importe peu que les courants portent plus loin que nous les camarades qui s'y abandonnent. Où iront-ils ?... Nous sommes-là, nous, solides, oh ! sans bluff — et quand les grandes vagues se seront écartées, nous serons là encore, *à contre courant toujours*, c'est possible, car il n'est pas prouvé que les hommes seront beaucoup plus conscients dans dix ou vingt ans qu'aujourd'hui.

(1) S'adresser à Léon Gerbe, 16, rue Stendhal, Paris.

La « Revue Anarchiste » condamnée pour une définition *Les amis de la « Revue Anarchiste »* (1) *nous communiquent le texte qu'on va lire. Ils peuvent, et ils le savent, compter sur notre solidarité, sur notre concours dans la mesure où il sera possible de les aider à se défendre contre l'arbitraire des magistrats :*

Le 5 juillet, les camarades de la *Revue Anarchiste* ont comparu devant la 14e Chambre.

Fortin fut condamné à *six mois de prison et à* 200 *francs d'amende — le tout sans sursis.*

Quant au gérant, il récolta trois mois de prison et 200 francs d'amende.

De si sévères condamnations pour un article non poursuivable légalement, *pour une définition*, se passent de commentaires et montrent bien que l'on poursuit par ordre ceux qui s'opposent à l'Union sacrée. La meilleure façon d'arrêter leur activité est de les mettre en prison et de leur faire payer des sommes énormes.

(1) 51, rue Saint-Sauveur, Paris (2e).

ENTRE NOUS

Nous avons voulu, avec ce numéro, rattraper notre retard. Aussi nous est-il impossible de donner, cette fois, les impressions de nos camarades ayant suivi les deux congrès d'instituteurs, Chambelland à Paris au Syndicat National, Charbit à Angers à la Fédération unitaire. Ce sera pour notre numéro du 25 août, qui, d'ores et déjà, s'annonce comme très copieux puisqu'il contiendra aussi le compte rendu complet de la Conférence contre la guerre.

Ainsi que nous l'avons annoncé, les amis de la R. P. *venus au congrès du Syndicat National se sont réunis le samedi soir 3 août. Cette réunion fut malheureusement contrariée par le report à cette même soirée de la conférence du professeur Rivet offerte aux congressistes, conférence qui devait primitivement avoir lieu la veille, le vendredi. Nous avons néanmoins passé une excellente soirée avec nos amis de province; nous avons pu discuter fraternellement de l'attitude de la* R. P. *devant les événements du monde syndical.*

Sans attendre, prévenons tous nos amis que nous organisons, pour la veille du congrès de la C.G.T. fixé au mardi 24 septembre, une Journée des amis de la « R. P. ». *Nous inviterons nos camarades délégués d'organisations syndicales au congrès à avancer de vingt-quatre heures leur venue à Paris afin de venir discuter avec nous, d'abord de la situation de la revue et de ses tâches dans le moment présent, ensuite de l'effort à faire sur le plan syndical contre la guerre et l'union sacrée en préparation. Prière, donc, à tous nos amis de province de prendre dès maintenant leurs dispositions pour passer avec les camarades parisiens cette journée du lundi 23 septembre.*

Nous reproduisons dans ce numéro le manifeste que nous avons lancé à propos du « tournant » du Cartel confédéré des services publics. Nous avons, avec ce texte, fait un numéro spécial de la R. P. *de préférence à un tract, afin que la propagande pour notre revue ne soit pas oubliée. Donc, que nos amis n'attendent pas pour diffuser, de préférence parmi les travailleurs des services publics, ce numéro spécial tiré à* 5.000 *exemplaires. Ils serviront à la fois la cause syndicaliste et la* R. P.

Par ailleurs, il serait bon que nous puissions envoyer les numéros contenant notre nouvelle enquête sur le mouvement des fonctionnaires à un grand nombre de militants de ce mouvement. Envoyez-nous des adresses !

Au moment où il semble qu'une sorte d'unité entre états-majors se fasse sur le dos du syndicalisme et contre les hérétiques que nous sommes, nous avons évidemment le devoir de redoubler d'efforts. A nos amis de continuer à nous aider en nous faisant de nouveaux abonnés !

LA COOPTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 260

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COLLECTIONS DE " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE "

Précis de géographie économique

par J.-F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA

(45 Cartes)

Prix : 9 francs *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un Fleuve de Sang

Une brochure

« Cette brochure est parfaite. »
Andrée VIOLLIS.

Prix : UN franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux :
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe (Compte No 734-99 Paris).

Vous ne connaissiez pas

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

« L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »

Lisez les **numéros de propagande** que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C.G.T.

Nous voulons l'UNITÉ SYNDICALE, indispensable contre le fascisme et contre la guerre.

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'il vous intéresse,

abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement d'autre part).

Ni parlementarisme, ni fascisme, Tout le Pouvoir aux Travailleurs !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Un livre à lire

HENRY POULAILLE

Les Damnés de la Terre

(1906-1910)

Roman

Prix : 18 francs 1 vol. *(Editions Bernard Grasset)*

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, Rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-Xe

Vient de paraître

POUR L'UNITÉ SYNDICALE

par

Léon DIGAT

ex-Secrétaire général de la Fédération Postale

Une forte brochure de 120 pages

Editions du SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS des P.T.T., 211, rue Lafayette, Paris-Xe

Vient de paraître

Magdeleine PAZ

Pour VICTOR SERGE

La Défense de la Pensée et le Congrès International des Ecrivains

(21-25 JUIN 1935)

Une brochure : 1 franc

Editions du " NOUVEAU PROMÉTHÉE ", 32, rue Rodier, Paris-IXe. *En vente à la " RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ".*

LA CODYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ. COURBEVOIE. TÉL. 260.